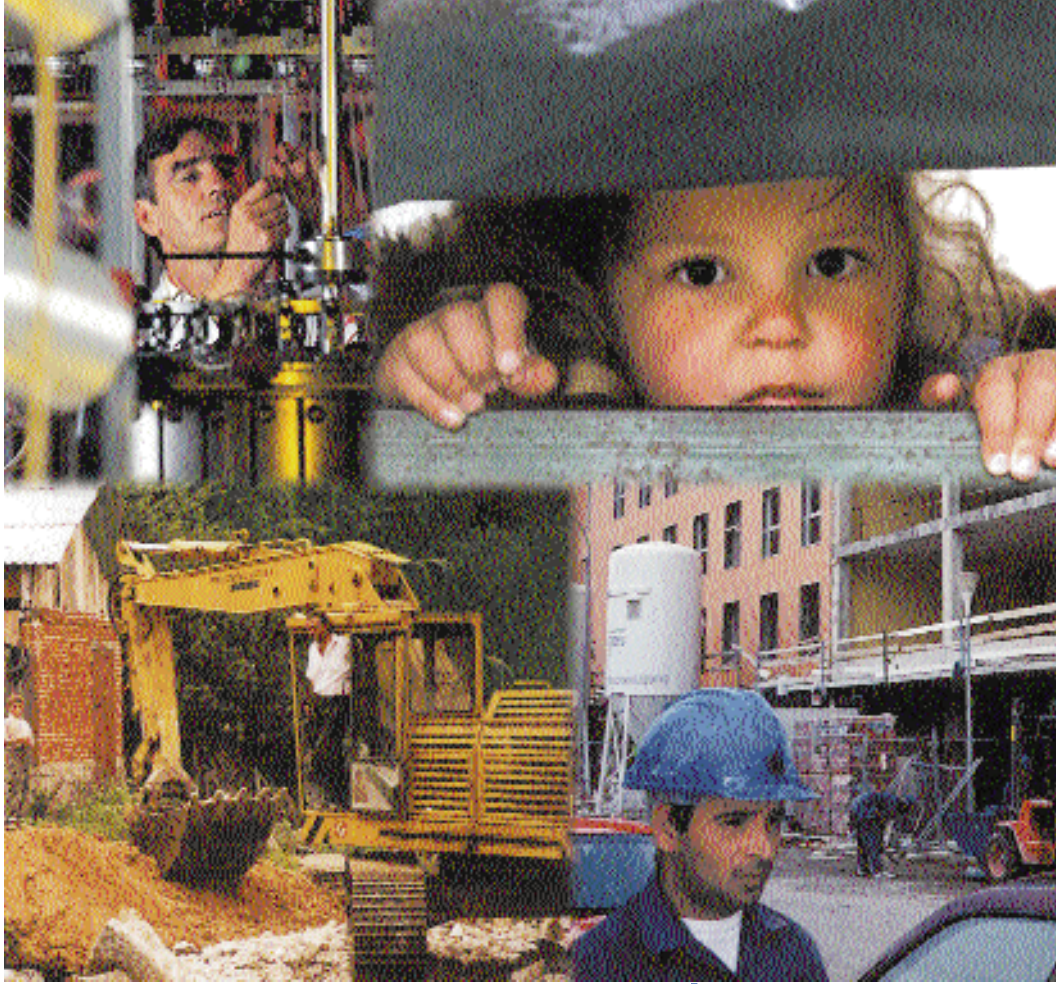
# Rapport du Gouverneur

1999



# Banque de Développement du Conseil de l'Europe

# Chiffres-clés

en millions d'euros

| | 1999 | 1998 | 1997 |
|---|---|---|---|
| **Prêts décaissés dans l'année** | 1 712 | 1 056 | 862 |
| **Projets approuvés dans l'année** | 2 052 | 2 257 | 2 153 |
| **Prêts décaissés depuis l'origine** | 13 573 | 11 861 | 10 805 |
| **Capitaux propres** (après affectation du résultat) | 2 381 | 2 283 | 2 144 |
| **Fonds propres disponibles** (après affectation du résultat) | 1 140 | 1 055 | 969 |
| **Total du bilan** | 12 659 | 11 096 | 9 539 |
| **Bénéfices** | 91,4 | 81,4 | 81,6 |
| **Compte Fiduciaire Sélectif** (cumul des dotations prélevées sur les bénéfices) | 45 | 35 | 30 |

*La Banque de Développement du Conseil de l'Europe a été créée le 16 avril 1956 par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe afin d'apporter des solutions aux problèmes des réfugiés. Elle s'est depuis lors adaptée à l'évolution des priorités sociales en Europe. Le principe de son action est de contribuer au renforcement de la cohésion sociale en Europe.*

## Objectifs

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), précédemment dénommée "Fonds de Développement Social du Conseil de l'Europe" est une banque multilatérale de développement à vocation sociale. Elle représente un instrument majeur de la politique de solidarité en Europe.

Depuis sa création en 1956, la Banque participe au financement de projets sociaux, répond aux situations d'urgence et concourt par là même à l'amélioration des conditions de vie dans les régions les moins favorisées du continent européen.

## Le Conseil de l'Europe et la CEB

La Banque, qui procède d'un Accord Partiel des Etats membres du Conseil de l'Europe, est soumise à la haute autorité de celui-ci. Elle est autonome juridiquement et financièrement. Son siège administratif se trouve à Paris.

Rappelons que le Conseil de l'Europe a été créé le 5 mai 1949, par le Traité de Londres. Au long de son histoire, le Conseil de l'Europe, auquel participent aujourd'hui 41 pays européens, a affirmé son rôle en termes de garantie des Droits de l'Homme et de développement de la Démocratie.

Parallèlement à cette action, le Conseil de l'Europe a suscité la création de plusieurs Accords Partiels, signés par une partie de ses Etats membres.

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (alors dénommée "Fonds de Réétablissement pour les réfugiés nationaux et les excédents de population en Europe", puis "Fonds de Développement Social du Conseil de l'Europe") a été le premier de ces Accords Partiels, signé par huit pays le 16 avril 1956. Aujourd'hui, elle compte 35 Etats membres.

Les relations entre la Banque et le Conseil de l'Europe sont marquées par une coopération permanente. Celle-ci est d'ailleurs confortée par le Secrétariat de l'Accord Partiel, situé à Strasbourg, sous l'autorité du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui émet un avis de recevabilité du point de vue politique et social pour chaque projet soumis à la Banque.

## Activités

La Banque accorde des prêts pour des projets sociaux. Son action est complémentaire de celle des autres organismes financiers intergouvernementaux.

Les prêts de la Banque sont octroyés selon des critères

précisément définis. Sont ainsi considérés comme prioritaires les projets qui *"aident à résoudre les problèmes sociaux que pose ou peut poser aux pays européens la présence de réfugiés, de personnes déplacées ou de migrants résultant de mouvements de réfugiés ou d'autres mouvements forcés de populations"* et les problèmes sociaux auxquels sont confrontées *"les victimes de catastrophes naturelles ou écologiques"*.

En plus de quarante ans d'histoire, le champ d'intervention de la Banque s'est progressivement élargi. Il s'étend désormais au financement de projets visant les petites et moyennes entreprises (PME), le logement social, la santé, l'éducation, la protection de l'environnement, la modernisation rurale, la réhabilitation de quartiers dégradés et la réhabilitation du patrimoine historique.

Dans le cadre de ses projets, la Banque s'attache à favoriser et à développer la création d'emplois. Le Deuxième Sommet du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 1997) a porté ce champ d'activité au rang des missions prioritaires de la Banque.

## Ressources financières

L'activité de l'institution est fondée sur le capital versé, les réserves, et les capitaux levés sur les marchés financiers, la Banque ne bénéficiant pas d'allocations annuelles de ses membres. Des émissions publiques et des placements privés lui permettent de tirer directement ses ressources des marchés de capitaux auxquels elle accède aux meilleures conditions. Créée en 1956 avec un capital équivalent à 5,7 millions d'euros, la Banque dispose au 31 décembre 1999 d'un capital souscrit de 1,4 milliard d'euros.

L'effet de levier est particulièrement remarquable puisque la Banque a pu verser, depuis sa création, plus de 13 milliards d'euros de prêts.

## Rating

Pour ses opérations à long terme, la Banque bénéficie de la notation AAA des agences Standard & Poor's et Fitch IBCA. Elle est notée Aa1 auprès de l'agence Moody's.

## Direction

L'organisation, l'administration et le contrôle de la Banque sont assurés par les organes suivants :

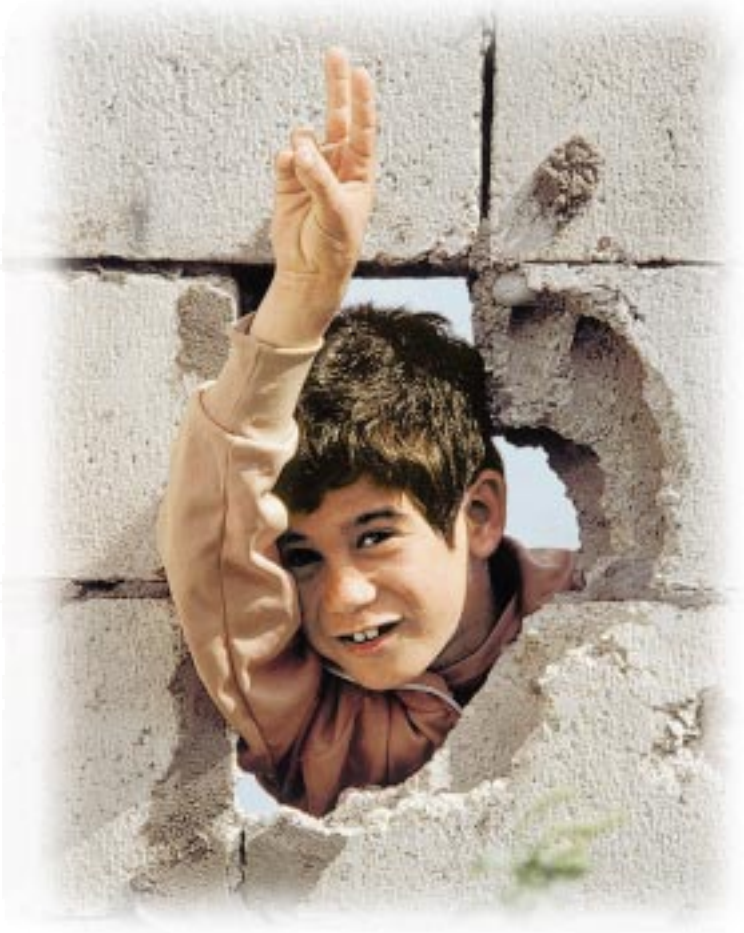
— Le Conseil de direction, composé d'un représentant par Etat membre. Son Président est M. Kari Nars, élu le 28 juin 1999.

— Le Conseil d'administration, composé également d'un représentant par Etat membre. Son Président est M. Heinrich Harries, élu le 28 juin 1999.

— Le Gouverneur, M. Raphaël Alomar, réélu le 18 juin 1996. Il est assisté par le Premier Vice-Gouverneur, M. Martin Murtfeld, et deux Vice-Gouverneurs, M. Ignacio Garrido et M. Nunzio Guglielmino.

— Le Comité de surveillance, composé de trois membres choisis selon un système de rotation entre les Etats membres.

Le Conseil d'administration est assisté par un Comité exécutif composé de membres du Conseil d'administration et présidé par le Président du Conseil d'administration.



# Rapport du Gouverneur

Exercice 1999

**Banque de Développement du Conseil de l'Europe**

55, avenue Kléber, F 75784 PARIS Cedex 16 - Téléphone : +33.(0)1.47.55.55.00 - Fax : +33.(0)1.47.55.03.38 Télex : 642706 CEFON - Swift : CEFPFRPP
www.coebank.org

Albanie
Allemagne
Belgique
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Grèce
Hongrie
Islande
Italie
"L'Ex-République Yougoslave de Macédoine"
Liechtenstein
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République Tchèque
Roumanie
Saint-Marin
Saint-Siège
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie

En 6 ans, le nombre des Etats membres est passé de 21 à 35




Etats membres de la Banque **Année d'adhésion**

Sommaire


Chiffres-clés ····

Introduction ····

Carte des Etats membres ····

Sommaire ····

Composition des organes de la Banque ····

Deux réformes essentielles pour la Banque en 1999 ····

**Message du Gouverneur** ···

Organigramme de la Banque ····

**Activité de la Banque en 1999** ···

**Activité Projets-Prêts** ····

— *Une contribution importante au soutien des victimes de catastrophes naturelles* ····

Les projets approuvés en 1999 ····

— *Réponses à des situations d'urgence : trois utilisations exceptionnelles du Compte Fiduciaire Sélectif* ····

— *Coopération avec les autres institutions internationales* ····

Les prêts décaissés en 1999 ····

**Activités financières** ····

La situation économique en 1999 ····

Portefeuilles obligataires ····

Produits dérivés ····

Financement de l'activité ····

**Gestion intégrée des risques** ····

**Gestion des ressources humaines** ····

**Etats financiers** ···

Table des matières ····

Bilan ····

Compte de résultat ····

Etat des flux de trésorerie ····

Notes annexes aux Etats financiers ····

Rapport de l'audit externe ····

Extrait du rapport du Comité de surveillance ····

Bilan après répartition du résultat ····

Extrait du procès-verbal de la 206e réunion du Conseil d'admininistration ····

Extrait du procès-verbal de la 161e réunion du Conseil de direction ····

**Notes au lecteur** ···

# Composition des organes de la Banque au 31 décembre 1999*

| Conseil de direction | | Conseil d'administration |
|---|---|---|
| Kari NARS<br>Administrateur, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), Londres | ***Présidents*** | Heinrich HARRIES<br>Ancien membre du Directoire de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), Frankfurt am Main |
| Magdalena TOVORNIK<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent de la Slovénie auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Vice-Présidents*** | Dimitar B. RADEV<br>Vice-Ministre des Finances, Ministère des Finances, Sofia |
| Fotaq ANDREA<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent de l'Albanie auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Albanie*** | Izedin HAJDINI<br>Président de la Coordination des Aides, Ministère de la Coopération Economique et du Commerce, Tirana |
| Liselore CYRUS<br>Vortragende Legationsrätin, Chef de la Division des Structures Politiques Pan-Européennes, Ministère des Affaires Etrangères, Berlin | ***Allemagne*** | Knut KAGE<br>Ministerialrat, Ministère des Finances, Bonn |
| Jan SCHOKKAERT<br>Adviseur Général h.c., Ministère des Affaires Etrangères, Bruxelles | ***Belgique*** | Werner VERTONGEN<br>Inspecteur Général, Département des Etudes, Banque Nationale de Belgique, Bruxelles |
| Ventzislav IVANOV<br>Conseiller, Direction des Droits de l'Homme et des Affaires Sociales, Ministère des Affaires Etrangères, Sofia | ***Bulgarie*** | Dimitar B. RADEV<br>Vice-Ministre des Finances, Ministère des Finances, Sofia |
| Christophoros YIANGOU<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent de Chypre auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Chypre*** | Antonis MALAOS<br>Directeur, Institut Européen de Chypre, Nicosie |
| Vladimir MATEK<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent de la Croatie auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Croatie*** | Josip KULISIC<br>Ministre Adjoint, Département des Relations Internationales, Ministère des Finances, Zagreb |
| Arne BELLING<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent du Danemark auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Danemark*** | Peter Brix KELDGAARD<br>Conseiller, Département de la Coopération Internationale, Ministère des Finances, Copenhague |

* Aux termes de l'Article VIII du Statut, l'organisation, l'administration et le contrôle de la Banque sont assurés par les organes suivants : le Conseil de direction, le Conseil d'administration, le Gouverneur, le Comité de surveillance.
Un Comité exécutif, composé de membres du Conseil d'administration et présidé par le Président du Conseil d'administration, assiste le Conseil d'administration.
Aux termes de l'Article XIII, le secrétariat de la Banque est assuré par le "Secrétariat de l'Accord Partiel sur la Banque de Développement", au Conseil de l'Europe à Strasbourg (Directeur Général : M. Constantinos N. PILAVACHI, Secrétaire des organes de la Banque : Mme Giusi PAJARDI).

| Conseil de direction | | Conseil d'administration |
|---|---|---|
| Guillermo KIRKPATRICK<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de l'Espagne<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Espagne*** | Luis de FUENTES LOSADA<br>Sous-Directeur Général du Trésor, Direction<br>Générale du Trésor et de la Politique Financière,<br>Ministère de l'Economie et des Finances, Madrid |
| Ants FROSCH<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de l'Estonie<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Estonie*** | Martin PÖDER<br>Secrétaire Général Adjoint,<br>Ministère des Finances, Tallinn |
| Erkki KOURULA<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de la Finlande<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Finlande*** | Seppo SUOKKO<br>Directeur Général Adjoint,<br>Département d'Economie,<br>Ministère des Finances, Helsinki |
| Jacques WARIN<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de la France<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***France*** | Pierre MERVIEL<br>Chef de Bureau, Affaires européennes,<br>Direction du Trésor, Ministère de l'Economie<br>et des Finances, Paris |
| Dimitri CONSTAS<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de la Grèce<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Grèce*** | Constantinos VGENOPOULOS<br>Banque Nationale de Grèce,<br>Athènes |
| Janos PERENYI<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de la Hongrie<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Hongrie*** | Gusztav BAGER<br>Directeur Général, Secrétariat des Institutions<br>Financières Internationales,<br>Ministère des Finances, Budapest |
| Sveinn BJÖRNSSON<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de l'Islande<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Islande*** | Thröstur OLAFSSON<br>Economiste, Président du Directoire,<br>Banque Centrale d'Islande, Reykjavik |
| Pietro Ercole Carlo AGO<br>Ambassadeur, Représentant Permanent<br>de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe,<br>Strasbourg | ***Italie*** | Nunzio GUGLIELMINO<br>Directeur Général, Ministère du Trésor,<br>Rome |
| Georgs ANDREJEVS<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de la Lettonie<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Lettonie*** | Inguna SUDRABA<br>Sous-Secrétaire d'Etat, Ministère des finances,<br>Riga |
| Jon IVANOVSKI<br>Chargé d'Affaires a.i., Représentation<br>Permanente de "L'Ex-République<br>Yougoslave de Macédoine", Strasbourg | ***"L'Ex-République Yougoslave de Macédoine"*** | Vanja MIHAJLOVA<br>Assistant de Ministre, Directeur du<br>Département International,<br>Ministère des Finances, Skopje |

***Liechtenstein***

Josef WOLF
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,
Représentant Permanent du Liechtenstein
auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg

| Conseil de direction | | Conseil d'administration |
|---|---|---|
| Rokas BERNOTAS<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de la Lituanie<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Lituanie*** | Asta BIELSKIENE<br>Directeur Adjoint du Département<br>International, Ministère des Finances, Vilnius |
| Gérard PHILIPPS<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent du Luxembourg<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Luxembourg*** | Jérôme HAMILIUS<br>Attaché de Gouvernement,<br>Ministère des Finances, Luxembourg |
| | ***Malte***<br>Joseph LICARI<br>Ambassadeur, Représentant Permanent de Malte<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | |
| Iuliana GOREA-COSTIN<br>Représentant Permanent de la Moldova<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Moldova*** | Valentina POSTOLACHI<br>Vice-Ministre de l'Economie et<br>des Réformes, Chisinau |
| Sten LUNDBO<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de la Norvège<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Norvège*** | Knut PAUS<br>Représentant Permanent Adjoint<br>de la Norvège auprès du Conseil<br>de l'Europe, Strasbourg |
| Hendrik WAGENMAKERS<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent des Pays-Bas<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Pays-Bas*** | Jos H.P. de VRIES<br>Directeur Adjoint des Affaires Financières<br>Extérieures, Ministère des Finances, La Haye |
| Marcin RYBICKI<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de la Pologne<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Pologne*** | Jacek TOMOROWICZ<br>Directeur, Département de la Coopération<br>Internationale, Ministère des Finances,<br>Varsovie |
| Paulo CASTILHO<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent du Portugal<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Portugal*** | Lina NETO<br>Directeur Général Adjoint, Direction<br>Générale pour les Affaires Européennes<br>et les Relations Internationales,<br>Ministère des Finances, Lisbonne |
| Jiri MUCHA<br>Ambassadeur Extraordinaire et<br>Plénipotentiaire, Financière Représentant<br>Permanent de la République Tchèque<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***République Tchèque*** | Dimitrij LOULA<br>Chef de l'Unité de l'Organisation<br>Internationale, Département des<br>Relations Financières Internationales,<br>Ministère des Finances, Prague |
| Sabin POP<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de la Roumanie<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Roumanie*** | Valentina SICLOVAN<br>Directeur Général Adjoint, Direction Générale<br>des Relations Financières Internationales,<br>Ministère des Finances, Bucarest |
| Guido CECCOLI<br>Représentant Permanent de<br>Saint-Marin auprès du Conseil<br>de l'Europe, Strasbourg | ***Saint-Marin*** | Raffaele GIARDI<br>Conseiller, Ministère<br>des Finances,<br>République de Saint-Marin |

## Conseil de direction — Conseil d'administration

***Saint-Siège***

Mgr Michael COURTNEY
Envoyé Spécial du Saint-Siège auprès
du Conseil de l'Europe, Strasbourg

| | | |
|---|---|---|
| Eva GARAJOVA<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de la Slovaquie<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Slovaquie*** | Viliam VASKOVIC<br>Secrétaire d'Etat, Ministère des Finances,<br>Bratislava |
| Magdalena TOVORNIK<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire<br>Représentant Permanent de la Slovénie<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Slovénie*** | Meta BOLE<br>Secrétaire d'Etat Adjoint, Chef du<br>Département des Finances Internationales,<br>Ministère des Finances, Ljubljana |
| Hakan WILKENS<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire<br>Représentant Permanent de la Suède<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Suède*** | Ake TÖRNQVIST<br>Directeur, Département International,<br>Ministère des Finances, Stockholm |
| Alfred RÜEGG<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire<br>Représentant Permanent de la Suisse<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Suisse*** | Yves EMERY<br>Chef de Section, Administration<br>Fédérale des Finances, Berne |
| Alev KILIC<br>Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,<br>Représentant Permanent de la Turquie<br>auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg | ***Turquie*** | Aydin KARAÖZ<br>Directeur Général, Direction Générale des<br>Affaires Economiques Internationales,<br>Sous-Secrétaire d'Etat au Trésor, Ankara |

## Gouverneur

Raphaël AL0MAR

## Vice-Gouverneurs

Martin MURTFELD (Premier Vice-Gouverneur)
Ignacio GARRIDO
Nunzio GUGLIELMINO*

## Comité de surveillance

Luxembourg : Marc JUNG, Conseiller de Gouvernement, Ministère des Finances, Luxembourg
Malte : Edward SCICLUNA, Président, Malta Council for Economic Development, Floriana
Norvège : Per A. ENGESETH, Directeur Général, Bureau de l'Auditeur Général, Oslo

* M. Nunzio Guglielmino, élu le 17 décembre 1999, prendra ses fonctions au cours de l'exercice 2000.

# Deux réformes essentielles pour la Banque en 1999

## Un capital substantiellement renforcé

Le Conseil de direction, sur recommandation du Conseil d'administration, a approuvé le 9 novembre 1999, le principe d'une augmentation du capital dont l'objectif premier est de renforcer la structure financière de la Banque. Au terme d'un processus de souscription courant jusqu'au 31 mars 2001, les fonds propres de la Banque devraient ainsi être portés de 2,4 à 4,1 milliards d'euros. Cette solution permettra aux Etats membres de soutenir le développement de la Banque sans avoir à verser quelque contribution que ce soit en numéraire. En effet, ce schéma repose à la fois sur une augmentation du capital souscrit (qui devrait passer de € 1,4 à 3,2 milliards) et sur une simple incorporation de réserves (à hauteur de € 200 millions) pour la partie libérée du capital.

Cette nouvelle base en capital permettra à la Banque à la fois de se conformer aux meilleurs standards prudentiels internationaux et de renforcer la nature sociale de ses interventions. A l'occasion de cette augmentation de capital, la Banque a en effet réaffirmé ses grandes orientations stratégiques, telles que celles-ci ont été définies à l'occasion du Deuxième Sommet du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 1997). Rappelons ainsi qu'à côté de ses priorités historiques (qui consistent à soutenir financièrement des projets pour les réfugiés et les victimes de catastrophes naturelles ou d'actes de guerre) la Banque entend répondre à deux nouvelles priorités politiques :

— une priorité géographique, le développement de projets en Europe centrale et orientale,

— une priorité sectorielle, à travers une implication encore accrue au service de la cohésion sociale en Europe, notamment en ce qui concerne la lutte contre le chômage.

## Un nom plus explicite : la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB)

Précédemment dénommée "Fonds de Développement Social du Conseil de l'Europe", la Banque a changé de nom en 1999 pour devenir la Banque de Développement du Conseil de l'Europe. Son acronyme est maintenant CEB (Conseil de l'Europe Banque).

La nouvelle dénomination, en vigueur depuis le 1er novembre 1999, offre pour l'institution davantage de lisibilité à son action qui est celle d'une banque de développement. De fait, le terme de "Fonds" était générateur de confusions entre la Banque et certains organismes de nature différente, par exemple les fonds structurels européens ou les fonds de pensions. Si le nom de l'institution change, sa vocation demeure plus que jamais la même. La CEB est certes une banque de développement, et il est logique que son nom y fasse explicitement référence, mais il s'agit avant tout d'une banque de développement social.

Ce nouveau nom aidera la CEB à mieux faire comprendre ce qu'elle fait et comment elle le fait. Cette lisibilité accrue devra être mise au service des objectifs sociaux qui sont la raison d'être de la Banque.

Les prochaines années seront donc marquées par un approfondissement de l'efficacité sociale de la Banque et par des actions encore plus ciblées au service de la cohésion sociale en Europe, qu'il s'agisse de projets pour les réfugiés ou les victimes de catastrophes naturelles, d'interventions en faveur de l'emploi ou de financements dans les pays d'Europe centrale et orientale.

# Message du Gouverneur

*L'année 1999 a constitué un tournant important dans l'évolution de la Banque, à la fois par le nombre des chantiers et des réformes menés à bien et par l'évolution de l'activité.*

*Les tendances des exercices précédents se sont confirmées : forte croissance des prêts, progression sensible de la rentabilité, actions significatives au service de la cohésion sociale, bon accueil des émissions par les marchés financiers, maîtrise des risques et des frais de fonctionnement. Par ailleurs, 1999 a été marquée par des initiatives exceptionnelles pour faire face à plusieurs catastrophes humanitaires.*

*La croissance de l'activité de prêts a été particulièrement soutenue en 1999 : pour la première fois depuis la création de la Banque en 1956, les décaissements ont dépassé le seuil de 1,7 milliard d'euros, soit une progression de 70 % par rapport à l'exercice précédent. Conformément aux objectifs de pilotage de l'activité, le montant des projets approuvés en cours d'exercice est en léger repli par rapport à 1998, mais demeure supérieur à 2 milliards d'euros.*

*La rentabilité progresse, à partir d'un niveau déjà très soutenu. Le bénéfice net (91,4 millions d'euros) enregistre ainsi une croissance de 12,3 %.*

*Au-delà des chiffres, l'exercice 1999 est caractérisé par plusieurs réformes importantes. La plus visible d'entre elles est le changement de nom de l'institution. Précédemment appelée Fonds de Développement Social du Conseil de l'Europe, elle est devenue la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) le 1er novembre 1999. Ce nouveau nom traduit de manière plus explicite la nature bancaire de ses activités, alors que la vocation sociale de l'institution est inchangée.*

*Par ailleurs, le Conseil de direction, sur recommandation du Conseil d'administration, a pris la décision d'augmenter de deux tiers les fonds propres de la Banque, en les portant de 2,4 à 4,1 milliards d'euros. La période de souscription de cette augmentation de capital s'achèvera à la fin du premier trimestre 2001.*

*Cette augmentation de capital permettra à la Banque de renforcer sa structure financière, de se conformer encore mieux aux standards prudentiels internationaux, notamment en améliorant le plafond de son ratio de gearing, et de renforcer ses interventions dans les pays en transition.*

Une forte progression de l'activité et de la rentabilité…

… un nom mieux adapté…

… une structure financière en cours de renforcement par une augmentation de capital…

*Cette politique s'accompagnera d'une modération volontaire des approbations de projets et des décaissements, programmée à partir de l'exercice 2001.*

*Par ailleurs, les conditions d'adhésion à la CEB ont été rapprochées de celles des autres institutions financières multilatérales.*

*La structure de l'activité prêts et projets a été conforme au Plan de Développement à moyen terme et aux recommandations du Deuxième Sommet du Conseil de l'Europe, qui s'est tenu à Strasbourg en 1997. Plusieurs opérations exceptionnelles ont été initiées pour répondre à de véritables urgences sociales.*

*Les effets de la politique de* ***rééquilibrage du portefeuille de prêts*** *sont sensibles puisque plus de la moitié de l'encours de prêts fin 1999 concerne l'Allemagne, la France, l'Espagne ou l'Italie.*

*S'agissant des* ***domaines prioritaires****, 1999 a été marquée par des catastrophes humanitaires et des désastres naturels, auxquels la Banque a immédiatement réagi. Elle a approuvé sans délai des projets en faveur de la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie, après les inondations de l'hiver 1998/1999. De plus, un projet de 300 millions d'euros pour la Turquie et un autre de 80 millions d'euros pour la Grèce ont été approuvés, suite aux tremblements de terre qui ont meurtri ces pays en août et septembre 1999.*

*De plus, la Banque a décidé, dès le mois de mai 1999, d'octroyer un don exceptionnel de deux millions d'euros à destination des victimes du conflit du Kosovo, auquel s'est ajoutée la prise en charge intégrale (à hauteur de 1,9 million d'euros) du coût de l'adhésion de l'Albanie à la Banque.*

*Par ailleurs, la politique d'élargissement de l'action de la Banque vers les pays en transition s'est poursuivie avec les adhésions successives de la République Tchèque et de l'Albanie, portant à quatorze le nombre des nouveaux Etats membres depuis 1994. L'activité dans ces pays est actuellement en forte progression puisque les décaissements sur cette zone ont été multipliés par 10 en un an. Le renforcement des interventions dans les pays en transition est plus que jamais un axe majeur de la politique de développement de la Banque.*

*Enfin, faisant suite aux recommandations du Sommet de Strasbourg, la Banque s'est très fortement investie en 1999 au service de la* ***cohésion sociale en Europe****. Ce domaine représente plus de la moitié des projets approuvés en 1999. S'y ajoutent les financements en faveur de l'emploi dans les petites et moyennes entreprises, soit 13 % des approbations de l'année.*

… des actions significatives en faveur des victimes de catastrophes…

… une stratégie orientée vers les pays en transition et au service de la cohésion sociale en Europe…

*La politique de financement reste articulée autour de trois lignes directrices : répondre aux exigences du ratio de liquidité, consolider la notoriété de la Banque sur les marchés de capitaux internationaux par des émissions de grande taille, répondre aux demandes spécifiques des investisseurs. Au total, le ratio de liquidité s'établit à 66 % au 31 décembre 1999 et les émissions de la Banque se sont élevées à 2,3 milliards d'euros. Cette politique a été principalement concentrée sur trois devises en 1999 (l'euro, le dollar américain et le yen).*

*Avec 44 % du volume des émissions de l'année, l'émergence du marché de l'euro est particulièrement notable. Dès le 7 janvier 1999, la Banque a été la première institution financière multilatérale à lancer une opération de taille significative (500 millions d'euros) dans la nouvelle monnaie unique européenne. Enfin, la CEB a de nouveau choisi l'euro pour sa première émission de référence de l'exercice 2000, également d'un montant de 500 millions d'euros.*

*Parallèlement, un contrôle vigilant des risques a été maintenu dans la ligne de la politique arrêtée par le Conseil d'administration. Cette politique s'appuie sur les normes internationales les plus strictes : ratio de liquidité très conservateur, maîtrise des risques de taux et de change, couverture systématique des opérations financières par utilisation de produits dérivés, réduction des risques de contrepartie par recours à des collatéraux.*

*Enfin, le cap informatique de l'an 2000 a été passé sans problème particulier.*

*L'année 1999 est donc caractérisée par une forte croissance de l'activité de prêts et de la rentabilité. Parallèlement, des initiatives sans précédent ont été prises pour apporter une aide d'urgence à des populations en détresse. Enfin, le renforcement de la solidité financière et prudentielle a été poursuivi.*

*Forte du soutien de ses Etats membres, d'une coordination sans cesse plus étroite avec le Conseil de l'Europe et d'une solide structure financière, la Banque sera en mesure d'accroître encore dans l'avenir ses interventions au service de la cohésion sociale en Europe et du développement des pays en transition.*

*Paris, le 7 mars 2000*

R. Alomar

*Raphaël ALOMAR*

… une politique financière dynamique…

… et un contrôle continu des risques et des coûts…

… permettent à la CEB d'assurer sa mission, qui est plus sociale que jamais.

# Organigramme



LE COMITE DE DIRECTION GENERALE

Au premier rang : au centre,
**Raphaël ALOMAR**
Gouverneur

à gauche, **Martin MURTFELD**
Premier Vice-Gouverneur

à droite, **Ignacio GARRIDO**
Vice-Gouverneur

Au second rang, de gauche à droite :
**Roberto CACCIOLA**
Directeur des Conseillers Techniques

**Rainer STECKHAN**
Directeur Général des Prêts

**Thierry POIREL**
Directeur Financier

**Arnaud VIOLETTE**
Directeur des Systèmes d'Information et du Contrôle

**Heikki CANTELL**
Directeur Juridique

**Gouverneur** Raphaël Alomar

**Vice-Gouverneurs** Martin Murtfeld (1er Vice-Gouverneur) — Ignacio Garrido — Nunzio Guglielmino*

**Audit Interne**
Bernd Friedrich
Carlo Mangosi

**Cabinet du Gouverneur**
Richard Veneau

**Communication**
Armelle de La Jugannière

**Direction Générale des Prêts**
Rainer Steckhan

- **Financement de Projets** — Juan F. Seco Guillot; Peter-Igor van Moock
- **Etudes et Analyses** — Michèle Meunier; Dario Liguti
- **Développement** — Matthias Bauer; Eva Schwebel
- **Unité Cohésion Sociale** — Nicola Catalano

**Direction des Conseillers Techniques**
Roberto Cacciola

- **Conseillers Techniques**
- **Architecture et Urbanisme** — Dorota Blazejewicz
- **Migrations, réfugiés et cohésion sociale** — Claudine Voyadzis
- **Infrastructures** — Baris Trak
- **Environnement** — Anton Spierenburg
- **Economiste de Projets - PME** — Kitty Villani-Haman
- **Santé Education** — Marie-Odile Waty

**Direction Financière**
Thierry Poirel

- **Financement** — Jacques Mirante-Péré; Arturo Seco Presencio
- **Trésorerie** — Pierre Van Peteghem; Antti Koura; Michel Semertzidis
- **Gestion Actif-Passif** — Nathalie Coquelle; Teresa Hurtado León
- **Back-Office** — René Knellwolf; Ioannis Velvitsanos

**Direction des Systèmes d'Information et du Contrôle**
Arnaud Violette

- **Information Financière** — Isabelle Damez
- **Gestion des Risques** — Martin Weigand; Rafael Ruisanchez; Daniel Kadar
- **Comptabilité** — Ahmet Kizil; José Limet
- **Informatique** — Frédéric Lardinois; Jean-Louis Nguyen; Alain Sayagh; Armelle Berthet
- **Contrôle de Gestion** — Patrick Radhauer

**Direction des Ressources Humaines et des Services Généraux**
Heikki Cantell a.i.

- **Ressources Humaines** — Maria Lucia Oristanio
- **Services Généraux** — Gilles Coron

**Direction Juridique**
Heikki Cantell

- **Affaires Juridiques** — Jan De Bel

**Administration et Finances, Prêts**
Melanie Wieschollek-Lacroix

**Responsables des pays**

Michael Lixenfeld : *Allemagne, Liechtenstein, République Tchèque, Slovénie, Suisse*

Théodore Ivanov : *Belgique, Bulgarie, France, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal*

Marja Seppälä : *Estonie, Finlande, Hongrie, Lettonie, Malte*

Magnus Sandin : *Danemark, Islande, Norvège, Pologne, Suède, Turquie*

Rachel Meghir : *Croatie, Grèce, "L'Ex-République Yougoslave de Macédoine", Slovaquie*

S. Anagnostopoulos : *Chypre, Lituanie, Roumanie*

Luca Schio : *Albanie, Espagne, Italie, Moldova, St-Marin, St-Siège*

**Unité de Support aux Opérations**
France Becmont-Bieth - Emilia di Matteo

**Comités**

Comité de Direction Générale
Comité de Direction Financière
Comité des Risques
Comité des Opérations
Comité de Financement
Comité de Gestion Actif-Passif
Comité de Pilotage Informatique
Comité des Procédures Internes
Comité de Sécurité

Etat au 1er mars 2000

* M. Nunzio Guglielmino, élu le 17 décembre 1999, prendra ses fonctions au cours de l'exercice 2000.





# Une contribution importante au soutien des victimes de catastrophes naturelles

L'aide aux régions frappées par des catastrophes naturelles fait partie des domaines prioritaires de la Banque. La priorité est donnée aux populations sinistrées. La Banque est en mesure de réagir dans des délais très courts afin de permettre le démarrage rapide des actions humanitaires d'urgence et, à plus long terme, la reconstruction des régions sinistrées. L'année 1999 a été malheureusement marquée par de nombreuses catastrophes naturelles à la suite desquelles la Banque est intervenue.

En **Turquie**, une enveloppe de financement de € 300 millions a été approuvée pour la reconstruction de logements détruits, deux semaines à peine après le terrible séisme du 17 août 1999, dans les régions d'Izmir et de la mer de Marmara.

De même, en **Grèce**, à la suite du tremblement de terre de septembre 1999 près d'Athènes, la Banque a également approuvé en urgence le principe d'une enveloppe de € 80 millions pour le financement de la reconstruction de logement sociaux.

Par ailleurs, dans plusieurs autres Etats membres, la Banque a participé au financement de programmes nationaux ou locaux de reconstruction des infrastructures urbaines et rurales après des tremblements de terre :



**HONGRIE** Travaux de prévention contre les inondations



**GRÈCE** Dégâts causés par le tremblement de terre de l'été 1999

en **Italie**, elle a approuvé en 1999 deux nouveaux projets, d'un montant total de € 400 millions pour les régions des Marches et de l'Ombrie, à la suite du séisme de l'automne 1997.

Après les désastreuses inondations de novembre 1998 en **Hongrie**, dans une perspective à long terme de prévention, la Banque a approuvé un montant de € 90 millions pour le financement de travaux de consolidation des rives, des canaux et rivières des communes agricoles de Bodrog-Tisza. La Banque suit de très près l'impact de la récente catastrophe écologique sur la rivière Tisza.

La **Pologne** (€ 97 millions), la **Slovaquie** (€ 30 millions), la **Bulgarie** (€ 15 millions) et l'**Espagne** (€ 15 millions) ont aussi bénéficié de l'intervention de la Banque pour le financement d'actions dans le domaine des infrastructures sociales et des travaux de renforcement des terrains afin de prévenir de nouvelles inondations.

**Pour 1999, le montant des projets approuvés par la Banque dans le domaine de l'aide aux victimes des catastrophes naturelles s'élève à € 743 millions, soit plus du tiers du montant total approuvé dans l'année.**





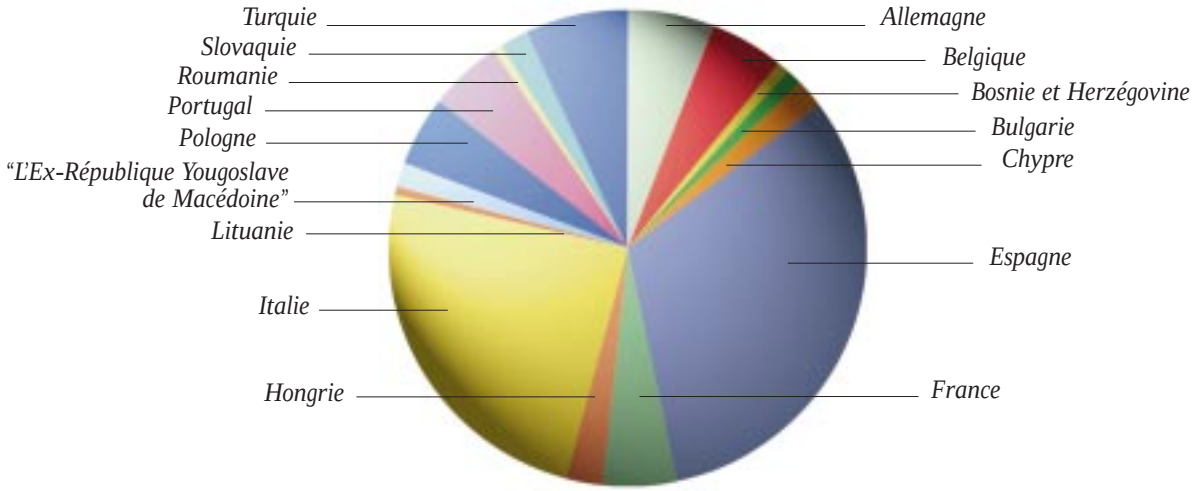
# Activité Projets-Prêts

## 1 - Les projets approuvés en 1999

En 1999, la Banque a approuvé 30 nouveaux projets représentant un montant total de € 2 052 millions, soit un volume comparable à celui de 1998 (€ 2 256 millions).

La Banque est intervenue en 1999 dans quinze Etats membres : Espagne (34 %) ; Italie (26 %) ; Turquie (7 %) ; Allemagne (5,8 %) ; France (5,2 %) ; Belgique (4,9 %) ; Portugal (4,9 %) ; Hongrie (2 %) ; Pologne (4,7 %) ; Chypre (1,6 %) ; Slovaquie (1,5 %) ; "L'Ex-République Yougoslave de Macédoine" (1 %) ; Bulgarie (0,7 %) ; Lituanie (0,1 %) ; Roumanie (0,07 %) et un pays non membre, la Bosnie et Herzégovine (0,1 %). Les projets approuvés sont répartis sur les trois principaux objectifs d'action de la Banque, correspondant chacun à plusieurs secteurs stratégiques : *l'aide aux réfugiés et aux populations victimes de catastrophes naturelles ; la création et le maintien d'emplois par le financement d'investissements dans les PME et le renforcement de la cohésion sociale.* Le nombre de projets approuvés au bénéfice des pays en transition a fortement augmenté.

Les projets approuvés en 1999, répartition par pays




### 1.1 - Situations d'urgence

#### 1.1.1 - Aide aux victimes de catastrophes naturelles

Huit projets portant sur la construction ou la réhabilitation de logements, d'équipements collectifs, d'infrastructures de santé et d'éducation et de biens culturels ont été approuvés en faveur de sept pays membres de la Banque touchés par des catastrophes naturelles. En outre, le Conseil d'administration a approuvé deux enveloppes de financement pour la reconstruction des zones frappées par les récents tremblements de terre, soit € 300 millions pour la Turquie et € 80 millions pour la Grèce.

En Turquie, dans le cadre d'un projet pour la reconstruction et la réhabilitation de 23 000 logements, le premier volet de l'intervention de la Banque (€ 142 millions) devrait permettre la reconstruction d'environ 6 300 logements en zone urbaine et de 2 000 logements en zone rurale dans les provinces affectées par le tremblement de terre du 17 août 1999 (Kocaeli, Sakarya, Yalova, Istanbul, Bursa, Eskiselir). La Banque Mondiale et la BEI participent également au financement de ce projet.

# Réponses à des situations d'urgence

## Trois utilisations exceptionnelles du Compte Fiduciaire Sélectif



**ALBANIE** Purificateurs d'eau destinés aux camps de réfugiés du Kosovo

**Don en faveur des réfugiés du Kosovo**

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a réagi avec rapidité à la situation d'urgence dans laquelle se trouvaient les réfugiés du Kosovo, en adoptant dès avril 1999 le principe d'un don exceptionnel de € 2 millions en faveur des organisations internationales humanitaires travaillant sur le terrain, en Albanie et dans "L'Ex-République Yougoslave de Macédoine".

Un montant de € 880 000 a été versé au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) pour l'achat de 10 systèmes mobiles de purification d'eau (Reverse Osmosis Plants) et de 6 camions citernes.



**ROUMANIE** Orphelinat

Initialement installé en Albanie, ce matériel est désormais en partie utilisé de façon intensive par des ONG au Kosovo, et en partie transféré à la protection civile albanaise. L'autre partie du don, € 1 120 000, a été allouée à un projet situé dans "L'Ex-République Yougoslave de Macédoine", mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le HCR, pour l'amélioration du réseau de distribution d'eau de deux villages (Suto Orizari et Vizbegovo) qui ont accueilli des réfugiés du Kosovo d'origine Rom. Ces actions répondent à une situation complexe et conjuguent aide aux réfugiés, aide aux minorités et développement local.

**Prise en charge de l'adhésion de l'Albanie**

L'Albanie a rejoint la Banque le 24 juin 1999. Cette adhésion a été prise en charge par le Compte Fiduciaire Sélectif, pour un montant de € 1,9 million. Plusieurs Etats membres ont manifesté leur solidarité en contribuant à cette adhésion (Estonie, Liechtenstein, République Tchèque, Slovaquie). En facilitant cette adhésion, la Banque et ses actionnaires ont voulu apporter appui et soutien à ce pays directement frappé par la crise du Kosovo. Une première intervention de la Banque dans ce pays, suivant les lignes directrices du Pacte de Stabilité en Europe du Sud-Est, est à l'étude.

**Aide à l'enfance abandonnée en Roumanie**

Devant la situation de détresse grave des enfants abandonnés de Roumanie, la Banque a décidé, de manière tout à fait exceptionnelle, d'accorder un don de € 1 million pour l'amélioration des conditions de vie de ces enfants.

Ce montant, destiné à une intervention humanitaire de première nécessité, financera l'aide alimentaire, l'achat de médicaments et de produits indispensables, ainsi que le chauffage des centres d'hébergement. Par cette décision, qui vient en complément d'un projet d'un montant de € 10 millions, approuvé en 1997 pour venir en aide à ces mêmes enfants, la Banque a voulu marquer particulièrement sa solidarité envers l'enfance abandonnée.





## Le Compte Fiduciaire Sélectif

Le Compte Fiduciaire Sélectif (CFS) a pour objet l'octroi de bonifications d'intérêts en faveur de projets relevant des objectifs hautement prioritaires de la Banque. Créé en 1995 par le Conseil d'administration, le compte est essentiellement alimenté par des contributions de la Banque € 45 millions en 6 ans, dont 10 sur les bénéfices de l'exercice 1999, ainsi que par des contributions volontaires des Etats membres. Les modalités d'utilisation des ressources du CFS ont été modifiées par le Conseil d'administration en 1999 (Résolution 1437) afin d'accentuer la finalité sociale du compte.

En 1999, cinq nouveaux projets, pour un montant total de € 184 millions, ont bénéficié du CFS pour € 8 millions. Il s'agit en majorité des projets de reconstruction après des catastrophes naturelles survenues en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne ainsi qu'en Slovaquie. Un financement de près de € 2 millions en faveur de réfugiés bosniaques de retour dans leur pays bénéficiera également du concours du CFS.

Exceptionnellement, le CFS a été utilisé en 1999 pour l'attribution de dons (voir encadré ci-contre) et la prise en charge de l'adhésion de l'Albanie à la Banque. Rappelons que le CFS a permis de financer un programme de coopération avec le Conseil de l'Europe, en faveur de la cohésion sociale.

En **Italie**, la Banque a approuvé un montant de € 400 millions pour deux nouveaux projets de reconstruction des infrastructures et des bâtiments endommagés par les tremblements de terre de l'automne 1997 dans les régions des Marches et de l'Ombrie, à travers les banques *Crediop et Monte dei Paschi di Siena S.p.A.*

En **Pologne**, un financement de € 96,6 millions a été approuvé pour la réhabilitation, le renforcement et la modernisation d'infrastructures dans les régions dévastées par les inondations des étés 1997 et 1998.

En **Slovaquie**, € 30 millions ont été approuvés pour le financement d'un projet de reconstruction et de réhabilitation d'infrastructures préventives des inondations dans l'ensemble du pays.

En **Hongrie**, un financement de € 40 millions a été approuvé pour un projet de reconstruction après les inondations dans la vallée de la Tisza, au nord-est du pays, et la mise en place de systèmes de protection préventive contre les inondations.

Un projet de € 15 millions en faveur de la **Bulgarie** permettra la prévention des inondations et des glissements de terrain par la remise en état et la consolidation des rives du Danube et de la Mer Noire. Ce projet sera cofinancé par la BEI.

La Banque a également approuvé un projet en **Espagne** (€ 15 millions) pour la reconstruction des logements et des infrastructures détruites ou endommagées à la suite du tremblement de terre qui a frappé le 2 février 1999 la région de Murcie.

Les prêts destinés aux projets de Bulgarie, Hongrie, Pologne et Slovaquie bénéficieront d'une bonification du taux d'intérêt par contribution du Compte Fiduciaire Sélectif.

### 1.1.2 - Réfugiés et migrants

L'approbation d'un projet de € 1,9 million en faveur de l'institution financière allemande *Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)* est destinée à encourager le retour volontaire en **Bosnie et Herzégovine** de réfugiés bosniaques résidant en **Allemagne** et à leur faciliter l'accès à des prêts au logement à des conditions favorables. Ce programme a pour objectif de contribuer à la construction et à la réhabilitation de 250 maisons individuelles, au bénéfice d'environ 1 000 personnes ; il s'inscrit en complément des efforts déjà entamés dans le cadre d'un programme similaire approuvé en septembre 1998.

En 1999, face au caractère tragique des événements du Kosovo, la Banque a également pris plusieurs mesures d'ordre exceptionnel (voir encadré ci-contre).

## 1.2 - Création et maintien d'emplois par le financement des PME

Conformément aux recommandations du Deuxième Sommet du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 1997), la création et le maintien d'emplois sont également des objectifs prioritaires de la Banque.

En 1999, la Banque a encore poursuivi ses efforts d'encouragement à la création et au maintien d'emplois au travers de projets individuels (PI) et de programmes sectoriels multi-projets (PSM) destinés à financer les petites et moyennes entreprises, dans cinq pays, pour un montant cumulé de € 260 millions, équivalent à celui approuvé en 1998.





## Projets approuvés par pays et par domaine d'intervention, de 1995 à 1999

*en milliers d'euros*

| Pays | 1999 | % | 1995-1998 | % |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 117 462 | 5,72 | 1 731 739 | 24,29 |
| Belgique | 100 000 | 4,87 | 99 221 | 1,39 |
| Bosnie et Herzégovine* | 1 917 | 0,10 | 5 099 | 0,07 |
| Bulgarie | 15 000 | 0,73 | 8 787 | 0,12 |
| Chypre | 32 695 | 1,59 | 507 847 | 7,12 |
| Croatie | - | - | 34 463 | 0,50 |
| Espagne | 706 189 | 34,42 | 1 263 916 | 17,73 |
| Finlande | - | - | 133 717 | 1,88 |
| France | 106 098 | 5,17 | 726 157 | 10,19 |
| Grèce | - | - | 966 889 | 13,56 |
| Hongrie | 40 000 | 1,95 | 40 000 | 0,56 |
| Islande | - | - | 45 146 | 0,63 |
| Italie | 540 000 | 26,32 | 990 505 | 13,90 |
| "L'Ex-République Yougoslave de Macédoine" | 20 113 | 1,00 | - | - |
| Lituanie | 2 328 | 0,11 | 9 794 | 0,14 |
| Malte | - | - | 54 217 | 0,76 |
| Pologne | 96 600 | 4,71 | - | - |
| Portugal | 100 000 | 4,87 | 66 596 | 0,93 |
| Roumanie | 1 450 | 0,07 | 52 182 | 0,73 |
| Saint-Marin | - | - | 19 152 | 0,27 |
| Slovaquie | 30 000 | 1,46 | - | - |
| Slovénie | - | - | 57 610 | 0,81 |
| Turquie | 141 725 | 6,91 | 315 146 | 4,42 |
| **Total** | **2 051 577** | **100,00** | **7 128 183** | **100,00** |

** Compte Fiduciaire Sélectif*

| Domaine d'Intervention | 1999 | % | 1995-1998 | % |
|---|---|---|---|---|
| A) Domaines prioritaires | | | | |
| Aide aux réfugiés et migrants | 1 917 | 0,09 | 76 925 | 1,07 |
| Aide aux régions frappées par des catastrophes naturelles ou écologiques | 742 858 | 36,21 | 908 009 | 12,74 |
| B) Autres domaines d'intervention | | | | |
| PME | 260 229 | 12,70 | 1 104 241 | 15,49 |
| Logement social | 359 506 | 17,52 | 1 111 971 | 15,60 |
| Santé | 141 612 | 6,90 | 933 814 | 13,10 |
| Éducation | 105 211 | 5,13 | 1 004 044 | 14,09 |
| Formation professionnelle | - | - | 202 396 | 2,84 |
| Protection de l'environnement | 270 998 | 13,21 | 1 111 385 | 15,59 |
| Modernisation rurale | 61 599 | 3,00 | 565 273 | 7,93 |
| Création d'infrastructures | - | - | 1 340 | 0,02 |
| Infrastructures urbaines en milieu défavorisé | 76 619 | 3,73 | 77 632 | 1,09 |
| Patrimoine historique | 31 028 | 1,51 | 31 153 | 0,44 |
| **Total** | **2 051 577** | **100,00** | **7 128 183** | **100,00** |



**SLOVÉNIE** | PME

Différents programmes (mono-sectoriels et pluri-sectoriels) ont été approuvés en Italie (deux programmes correspondant à un montant total de € 96 millions, pour *Banca Popolare di Milano et Banca Popolare di Verona*), en Espagne (deux programmes pour un montant total de € 69 millions pour *Banco Bilbao Vizcaya et Banco Sabadell)*, en France (un programme pluri-sectoriel correspondant à un montant de € 60 millions, pour le *Crédit Commercial de France, CCF*), au Portugal (€ 30 millions, soit 30 % d'un programme pluri-sectoriel au bénéfice de *Banco Comercial Português*). Par ailleurs, un PSM a également été approuvé en faveur de "L'Ex-République Yougoslave de Macédoine" (€ 5 millions), devant contribuer à la création de 1 000 à 1 200 emplois dans les PME.

## 1.3 - Le renforcement de la cohésion sociale

Ce domaine recouvre les secteurs du *logement social, des infrastructures urbaines, du patrimoine historique, de la santé, de l'éducation, de la protection de l'environnement,* et de *la modernisation rurale*. Il a représenté en 1999 un montant de € 1 046 millions, soit la moitié du volume total des projets approuvés.

### 1.3.1. Logement, infrastructures urbaines et protection du patrimoine historique

*Logement*

Dans le domaine du logement, les différents projets approuvés ont représenté en 1999 un montant global de € 360 millions.

En Espagne, la construction et la réhabilitation de 17 600 logements sociaux, ainsi que les infrastructures annexes, seront réalisées à travers deux vastes programmes mono-sectoriels répartis sur l'ensemble du pays, représentant un montant cumulé de € 300 millions. Il sera mis en place en partenariat avec deux banques, *La Caixa et Caja Madrid.*

En Belgique, le financement d'investissements dans le domaine de l'habitat est également un des volets d'un programme pluri-sectoriel (€ 12,5 millions) avec *Dexia-Crédit Communal de Belgique,* afin de permettre la construction de logements sociaux répartis sur les trois régions (Bruxelles, Flandres, Wallonie).

### Une gamme diversifiée d'instruments de prêts

Dans le cadre de sa politique de prêts, la terminologie de la Banque distingue deux grands types d'instruments :

- d'une part les **projets individuels (PI)**, caractérisés à la fois par un emprunteur unique et par un responsable unique de la réalisation du projet,
- d'autre part, les **programmes sectoriels multi-projets (PSM)**, correspondant à des projets rassemblant plusieurs bénéficiaires pour des opérations dans un ou plusieurs domaines d'activité de la Banque.
  Les PSM regroupent eux-mêmes plusieurs types de programmes :
  - les "programmes mono-sectoriels", portant sur un domaine d'intervention unique,
  - les "programmes de financement aux collectivités locales", regroupant des projets dont le financement est inscrit dans les budgets locaux ou régionaux,
  - les "programmes pluri-sectoriels", portant sur plusieurs domaines d'intervention.





# Coopération avec les autres institutions internationales

Depuis 1994, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a développé des partenariats avec plusieurs autres institutions internationales, permettant de renforcer les synergies en termes d'échanges d'informations et de développer des projets conjoints, notamment dans les pays en transition.

On relèvera tout d'abord que la CEB participe à plusieurs instances de concertation et de réflexion, aussi bien pour ses activités financières que pour ses opérations de prêts. Ainsi, elle bénéficie du statut d'observateur auprès du "Development Committee" mis en place par la Banque Mondiale, et participe aux réunions de l'Institute of International Finance.

Dans cette même perspective de coordination, la CEB est membre du Programme "Implementation Task Force" dans le cadre de la Convention sur la Protection de la Mer Baltique, Helsinki (Helcom) et participe aux travaux de la Convention sur la protection du Danube. Les contacts avec l'Union Européenne se sont accentués depuis 1995 afin de coordonner les stratégies de financement dans les pays en transition. La CEB participe aux travaux du Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est, et plus particulièrement à la Table de Travail "Reconstruction économique, développement et coopération". S'agissant des aspects opérationnels de cette coopération internationale, la CEB a déjà cofinancé plusieurs projets avec la Banque Mondiale et la BEI. De plus, un Protocole d'Accord signé le 3 mai 1999 avec la BERD permettra de développer en commun un programme de financement pour les PME et la protection de l'environnement. Par ailleurs, la CEB finance des projets avec le programme PHARE de l'Union Européenne et est associée à la "Facilité en faveur des PME d'Europe centrale et orientale".

Enfin, la coopération opérationnelle de la CEB avec les agences spécialisées de l'ONU, et notamment le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), s'est renforcée et une task-force commune a été créée en 1998. Ainsi, dès le début de la crise du Kosovo, la Banque a contacté le HCR pour l'utilisation du don en faveur des réfugiés du Kosovo en Albanie. Les contacts sont également opérationnels avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour l'autre partie du don utilisée dans "L'Ex-République Yougoslave de Macédoine" en faveur des réfugiés du Kosovo. (voir encadré page 16).

Un programme sectoriel multi-projets (PSM) a été approuvé au **Portugal** avec *Banco Comercial Português*. Un tiers du projet concerne le logement social.

Par ailleurs, dans **"L'Ex-République Yougoslave de Macédoine"** (€ 15 millions), un projet permettra la construction de 800 logements sociaux.

Enfin, en **Italie**, un volet d'un PSM, à hauteur de € 1,5 million pour *Banca Popolare di Verona*, est destiné essentiellement au financement de la construction et de la réhabilitation de logements sociaux, ainsi qu'à la construction de centres d'accueil pour les migrants en provenance de l'Italie du Sud.

*Infrastructures urbaines en milieu défavorisé*

Trois programmes de financement aux collectivités locales ont été approuvés en Espagne en faveur de trois banques, *Banco Bilbao Vizcaya*, *Banco Central Hispanoamericano* et *Caja Madrid*, représentant un montant total de € 70,6 millions. Ils permettront la réhabilitation et la construction d'infrastructures dans des zones urbaines défavorisées. La Banque a également approuvé en Italie un programme en faveur de *Banca Popolare di Milano*, dont 20 %, soit € 6 millions, seront affectés à la réhabilitation d'infrastructures urbaines.

*Protection du patrimoine historique*

Une partie (€ 16,5 millions) de trois PSM approuvés en Espagne a été réservée au patrimoine historique et culturel. En Italie, dans le cadre d'un programme pluri-sectoriel en partenariat avec *Banca Popolare di Verona*, un montant de € 4,5 millions permettra de financer des investissements dans ce domaine. Des interventions précédentes de la Banque ont également contribué à redonner vie à des zones historiques frappées par des tremblements de terre (Ombrie et Marches) ou encore à des travaux d'assainissement de centres historiques.



**ITALIE** Reconstruction de la ville d'Assise

### 1.3.2. Éducation

En 1999, le financement de l'éducation s'est effectué essentiellement au travers de programmes destinés aux collectivités locales en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en France et en Italie.

Un programme a été approuvé en Belgique avec *Dexia-Crédit Communal de Belgique* (€ 37 millions), qui a une grande expérience dans le financement des collectivités locales.

En Allemagne, la Banque a approuvé un projet individuel portant sur la construction d'une université pour l'audiovisuel à Potsdam (€ 17,9 millions). Un volet (€ 16 millions) d'un programme en faveur de *Landesbank Baden-Württenberg* permettra la construction ou la rénovation d'écoles primaires et secondaires, d'universités et d'institutions d'enseignement spécialisées (écoles d'infirmières), dans différents Länder.

En Espagne, deux programmes (€ 24 millions) portant sur la construction d'infrastructures d'éducation (écoles et universités), mis en œuvre par les collectivités locales, ont été approuvés. Une part (€ 5 millions) d'un programme pluri-sectoriel approuvé en France en faveur du *Crédit Commercial de France (CCF)* sera affectée au domaine de l'éducation, à travers des projets de rénovation d'équipements scolaires. Dans le cadre d'un programme approuvé en Italie avec *Banca Popolare di Verona*, € 4 500 000 seront consacrés à la construction et à la réhabilitation d'établissements scolaires et universitaires.

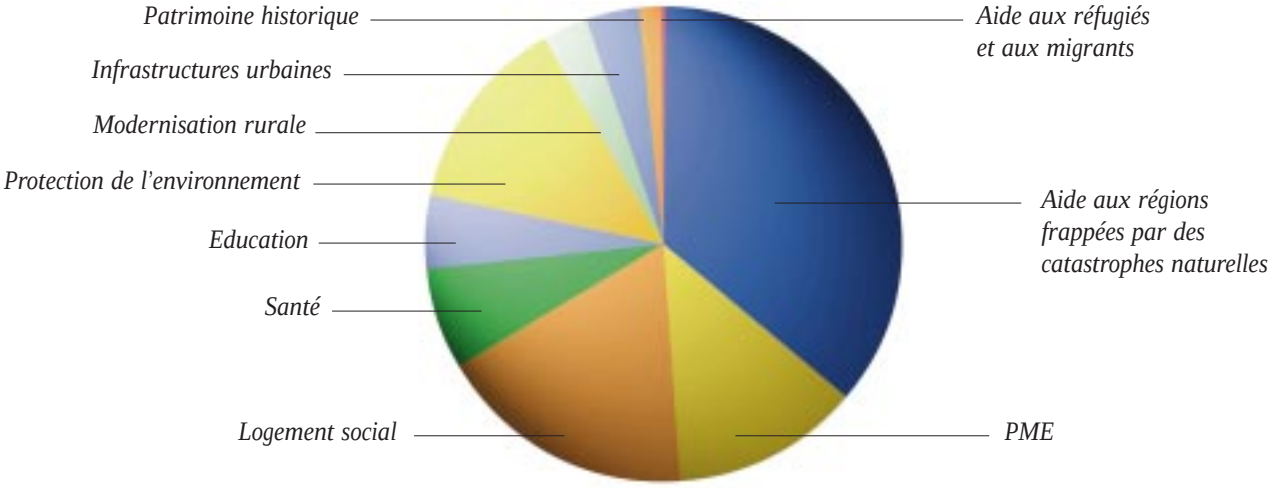



**TURQUIE** Ecole

### 1.3.3. Santé et infrastructures sociales

Dans ce secteur, les différents projets se situent en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en France, en Italie, en Lituanie et en Roumanie. En Allemagne, la Banque a approuvé un projet, pour un montant de € 50 millions, pour l'extension et la

Les projets approuvés en 1999, répartition par domaine d'intervention




réhabilitation de quatre hôpitaux situés dans le Land de Thuringe. Une partie (€ 16 millions) d'un PSM en faveur de *Landesbank Baden-Württenberg* permettra également d'améliorer les conditions d'accès aux soins. En Belgique, un montant de € 37,5 millions dans le cadre d'un PSM avec le *Crédit Communal de Belgique*, a été approuvé pour l'aménagement et l'équipement d'infrastructures de santé, sur tout le territoire. En Espagne, deux programmes pluri-sectoriels ont été approuvés (€ 25 millions) dans le domaine de la santé, à travers *Banco Central Hispanoamericano* et *Banco Bilbao Vizcaya*. En France, en partenariat avec le *Crédit Commercial de France*, un montant de € 5 millions portera sur le financement de projets d'infrastructures et d'équipements hospitaliers. En Italie, le secteur de la santé fait partie d'un financement approuvé pour un montant de € 4,5 millions. En Lituanie, un projet (€ 2 millions) concerne la réhabilitation de centres pour des enfants abandonnés ou maltraités, pour des personnes handicapées et des personnes âgées. En Roumanie, un financement de € 1,5 million a été approuvé en faveur d'un projet pour la réhabilitation de l'hôpital rural de Gura Ocnitei.

### 1.3.4. Protection de l'environnement et modernisation rurale

*a-* En matière de protection de l'environnement, la Banque a approuvé en 1999 des projets en Allemagne, en Belgique, à Chypre, en Espagne, en France, en Italie et au Portugal, pour un montant cumulé de € 271 millions, soit 13 % du volume total des projets approuvés. En Allemagne, un montant de € 18 millions, dans le cadre d'un PSM avec *Landesbank Baden-Württenberg*, a été approuvé pour le traitement des déchets solides et des eaux usées. Dans les trois régions de Belgique (Bruxelles, Flandres, Wallonie) des investissements dans le domaine de la protection de l'environnement seront réalisés à travers *Dexia-Crédit Communal de Belgique*, pour un montant de € 12,5 millions. La Banque a par ailleurs approuvé un projet individuel à Chypre (€ 33 millions) pour financer les réseaux d'égouts, de drainage et d'irrigation, ainsi qu'une station d'épuration des eaux usées, dans la région de Paphos. En Espagne, trois PSM, pour la protection de l'environnement, ont été approuvés, pour un montant cumulé de € 120 millions, avec *Banco Bilbao Vizcaya*, *Banco Central Hispanomericano* et *Caja Madrid*. En Italie, deux programmes similaires ont également été approuvés (€ 20 millions) à travers deux établissements bancaires très insérés dans le tissu économique local, *Banca Popolare di Verona* et *Banca*



**CHYPRE** Assainissement des eaux usées à Paralimni





*Popolare di Milano*. En France, un PSM (€ 30 millions) se déroulera avec le *Crédit Commercial de France*, et un projet individuel a été approuvé, pour un montant de € 6 millions : la construction, dans le cadre du Parc industriel du Havre, d'un centre de traitement, de valorisation et de recyclage de déchets solides nocifs. Ce projet constitue la première mise en œuvre à échelle industrielle en Europe d'une technologie de recyclage et de récupération de métaux lourds très polluants. Au Portugal, dans le cadre d'un PSM avec *Banco Comercial Português*, € 30 millions ont été approuvés pour le traitement des déchets solides et des eaux usées.

*b-* Des projets de modernisation rurale, pour un montant de € 62 millions, ont été mis en oeuvre en Espagne, par des petites collectivités municipales rurales, dans le cadre de programmes avec *Caja Madrid, Banco Bilbao Vizcaya* et *Banco Central Hispanoamericano.*

## Projets approuvés en 1999, par contrepartie

*en milliers d'euros*

| Emprunteur | Pays | Domaine d'intervention | Montant |
|---|---|---|---|
| Caja Madrid | Espagne | Programme sectoriel multi-projets (PSM) | 120 202 |
| | | Programme Logement social | 120 202 |
| Crediop | Italie | Catastrophes naturelles | 200 000 |
| Banca Monte dei Paschi di Siena | Italie | Catastrophes naturelles | 200 000 |
| La Caixa, Barcelone | Espagne | Programme Logement social | 180 305 |
| Gouvernement | Turquie | Catastrophes naturelles | 141 725 |
| Banco Central Hispanoamericano | Espagne | PSM | 120 202 |
| Crédit Communal de Belgique | Belgique | PSM | 100 000 |
| Banco Comercial Português | Portugal | PSM | 100 000 |
| Crédit Commercial de France | France | PSM | 100 000 |
| Gouvernement | Pologne | Catastrophes naturelles | 96 600 |
| Banco Bilbao Vizcaya S.A. | Espagne | PSM | 90 152 |
| Banca Popolare di Milano (BPM) | Italie | PSM | 70 000 |
| Banca Popolare di Verona | Italie | PSM | 30 000 |
| | | Programme PME | 40 000 |
| Banco Sabadell, Barcelone | Espagne | Programme PME | 60 101 |
| Landesbank Baden-Württenberg, Stuttgart | Allemagne | PSM | 50 000 |
| HELABA, Landesbank Hessen-Thuringen Girozentrale, Frankfurt | Allemagne | Santé | 49 592 |
| Gouvernement | Hongrie | Catastrophes naturelles | 40 000 |
| Service des Egouts, Paphos | Chypre | Protection de l'environnement | 32 695 |
| Entreprise Slovaque de Gestion de l'Eau | Slovaquie | Catastrophes naturelles | 30 000 |
| Gouvernement | "L'ex-république Yougoslave de Macédoine" | Logement social | 15 000 |
| | | Programme PME | 5 113 |
| Investitionsbank des Landes Brandenburg (ILB) | Allemagne | Education | 17 870 |
| Comunidad Autonoma de Murcia | Espagne | Catastrophes naturelles | 15 025 |
| Gouvernement | Bulgarie | Catastophes naturelles | 15 000 |
| Banque Nationale de Paris | France | Protection de l'environnement | 6 098 |
| Gouvernement | Lituanie | Santé | 2 328 |
| Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) | Allemagne | Programme Réfugiés | 1 917 |
| Gouvernement | Roumanie | Santé | 1 450 |
| **Total** | | | **2 051 577** |





## Prêts décaissés par pays et par domaine d'intervention, de 1995 à 1999

*en milliers d'euros*

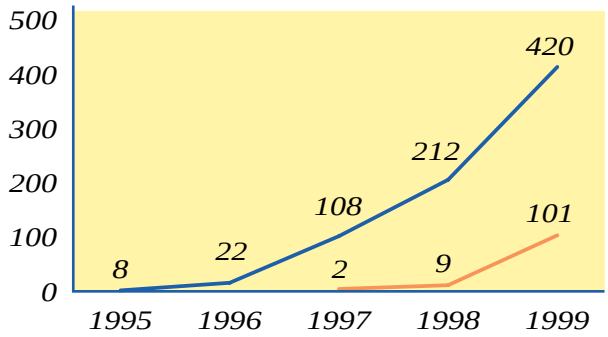
| Pays | 1999 | % | 1995-1998 | % |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne | 251 565 | 14,70 | 946 529 | 31,46 |
| Belgique | 38 608 | 2,26 | 60 430 | 2,01 |
| Bosnie et Herzégovine* | 2 986 | 0,17 | 1 991 | 0,07 |
| Bulgarie | - | - | 2 986 | 0,10 |
| Chypre | 21 503 | 1,26 | 122 913 | 4,09 |
| Croatie | 15 051 | 0,88 | - | - |
| Espagne | 622 250 | 36,35 | 630 247 | 20,96 |
| Finlande | 67 192 | 3,93 | 46 785 | 1,56 |
| France | 152 000 | 8,88 | 271 676 | 9,03 |
| Grèce | 227 092 | 13,26 | 311 842 | 10,37 |
| Hongrie | 20 000 | 1,17 | - | - |
| Islande | - | - | 13 000 | 0,43 |
| Italie | 152 296 | 8,90 | 228 352 | 7,59 |
| "L'Ex-République Yougoslave de Macédoine" | 1 278 | 0,07 | - | - |
| Lituanie | 575 | 0,03 | 3 484 | 0,12 |
| Malte | - | - | 19 156 | 0,64 |
| Pologne | 38 169 | 2,23 | - | - |
| Portugal | 1 500 | 0,09 | - | - |
| Roumanie | 12 054 | 0,70 | 219 | 0,01 |
| Saint-Marin | 1 162 | 0,07 | - | - |
| Slovénie | 2 831 | 0,17 | - | - |
| Turquie | 83 615 | 4,88 | 347 637 | 11,56 |
| **Total** | **1 711 727** | **100,00** | **3 007 247** | **100,00** |

** Compte Fiduciaire Sélectif*

| Domaine d'intervention | 1999 | % | 1995-1998 | % |
|---|---|---|---|---|
| A) Domaines prioritaires | | | | |
| Aide aux réfugiés et migrants | 23 202 | 1,36 | 17 412 | 0,59 |
| Aide aux régions frappées par des catastrophes naturelles ou écologiques | 202 108 | 11,79 | 288 551 | 9,60 |
| B) Autres domaines d'intervention | | | | |
| PME | 131 266 | 7,67 | 769 647 | 25,59 |
| Logement social | 504 368 | 29,47 | 593 379 | 19,73 |
| Santé | 174 141 | 10,17 | 259 298 | 8,62 |
| Éducation | 252 100 | 14,73 | 316 042 | 10,51 |
| Formation professionnelle | - | - | 102 486 | 3,41 |
| Protection de l'environnement | 312 517 | 18,26 | 376 114 | 12,51 |
| Modernisation rurale | 73 438 | 4,29 | 100 276 | 3,33 |
| Création d'infrastructures | 129 | 0,01 | 142 691 | 4,74 |
| Infrastructures urbaines en milieu défavorisé | 29 036 | 1,70 | 40 060 | 1,33 |
| Patrimoine historique | 9 422 | 0,55 | 1 291 | 0,04 |
| **Total** | **1 711 727** | **100,00** | **3 007 247** | **100,00** |

## 2 - Les prêts décaissés en 1999

Les prêts décaissés en 1999 représentent un montant de € 1712 millions, soit 62 % d'augmentation par rapport à 1998. Ils ont contribué au financement de 38 projets individuels et de 31 programmes sectoriels multi-projets. Les décaissements réalisés pour les seuls projets individuels s'élèvent à € 454 millions, soit une progression de 33 % par rapport à 1998.
Au 31 décembre 1999, l'encours se situait à € 7 743 millions, soit une augmentation de 18 % par rapport au 31 décembre 1998, où il s'élevait à € 6 403 millions.
Les prêts décaissés se répartissent sur 19 pays (voir tableau ci-contre). Il est à noter que les décaissements dans les pays en transition sont en forte augmentation par rapport à 1998.




Pays en transition : projets approuvés et prêts décaissés

*Projets*

*Prêts*

*Montants cumulés, en millions d'euros*

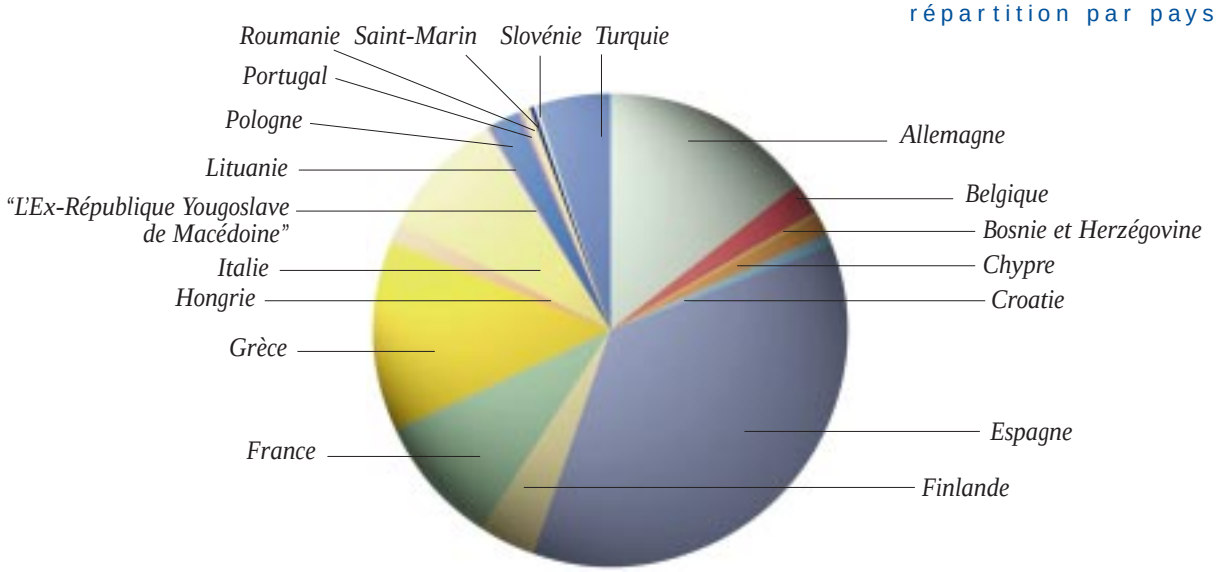
### Espagne

Un montant total de € 622 millions (36 % du montant total décaissé en 1999) a été versé en Espagne. Dans le domaine du logement social, deux décaissements (€ 135 millions) pour la construction de 15 000 logements ont été réalisés à travers *La Caixa* de Barcelone. De même, ce domaine constitue un volet important dans le financement des programmes pluri-sectoriels réalisés avec *Caja Madrid* (€ 120 millions) et *Banco Central Hispanoamericano* (€ 60 millions). Deux programmes ont également reçu des décaissements à travers *Banco Bilbao Vizcaya* (€ 75 millions), et *Banco Santander* (€ 60 millions). En matière d'éducation, un important projet avec la *Communauté Autonome d'Andalousie* a reçu € 21 millions pour la construction et la rénovation d'écoles primaires et secondaires. A travers cette même contre-partie, des travaux d'assainissement des eaux et des terrains affectés en avril 1998 par des coulées de boues hautement toxiques ont également été financés (€ 12 millions). Par ailleurs, € 3,7 millions ont été décaissés à la *Communauté Autonome de Murcie* pour venir en aide aux populations victimes du tremblement de terre dans cette région. Ils permettront de rétablir des conditions de vie et de travail normales, de reconstruire les logements et les infrastructures détruites (écoles, voies d'irrigation et circuits de distribution d'eau) et de mettre les bâtiments aux normes anti-sismiques.



**ESPAGNE** Logements sociaux à Cascante, Navarre

Les prêts décaissés en 1999, répartition par pays






**ALLEMAGNE** Unité de co-génération, Darmstadt

## Allemagne

Cinq prêts ont été décaissés, pour un montant total de € 252 millions (15 % du montant total décaissé en 1999) ; ils concernent essentiellement des interventions dans les nouveaux Länder. Un montant de € 125 millions a été décaissé en faveur de *Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)*, pour permettre le financement d'investissements à long terme pour la protection de l'environnement et notamment le traitement et l'entreposage de déchets solides. Un projet pour la construction et la réhabilitation d'infrastructures sociales de santé ainsi que pour le logement social a été financé dans le Land de Brandebourg (€ 25 millions) en partenariat avec *Investitionsbank des Landes Brandenburg (ILB)*. Un prêt de € 51 millions à *Commerzbank* a permis de financer différents projets de construction et de réhabilitation de logements sociaux et de maisons de retraite. Par ailleurs, l'apport financier de la CEB dans le cadre d'un programme sectoriel multi-projets (PSM) mis en œuvre avec *Deutsche Bank* (€ 13 millions) est destiné à des projets de santé, d'éducation, de logement social, de protection de l'environnement et de PME. L' éducation et la santé, représentent un volet important du programme pluri-sectoriel de € 38 millions, financé avec *Deutsche Ausgleichsbank (DtA)*.

## Grèce

Un montant total de € 227 millions (13 % du montant total décaissé en 1999) a été versé pour la Grèce. 60 % ont été affectés au financement de projets de grande envergure en matière d'éducation, pour des travaux de construction et de réhabilitation de salles de classe dans 10 des 35 Préfectures qui s'inscrivent dans le cadre d'un programme gouvernemental d'amélioration de l'éducation. Par ailleurs, la Banque a financé, à hauteur de € 95 millions, deux projets de reconstruction d'infrastructures et de bâtiments, situés dans des zones endommagées par les tremblements de terre de l'été 1995. Plus de 12 000 familles retrouveront ainsi des conditions de vie normales.

## Italie

Un montant de € 152 millions (9 % du montant total décaissé en 1999), a été versé en Italie, en partenariat avec plusieurs banques. Un programme sectoriel multi-projets (PSM) de grande envergure, pour la protection de l'environnement et l'amélioration des infrastructures d'éducation, a reçu deux financements (€ 103 millions) à travers l'institution financière *Crediop*, au bénéfice du développement des régions les moins favorisées du pays. Un prêt de € 26 millions a été octroyé à *Cassa di Depositi e Prestiti* pour la construction de maisons de retraite et d'écoles maternelles et primaires. Les initiatives financées sont situées sur l'ensemble du territoire italien, les bénéficiaires finaux étant des collectivités locales. Un montant de € 21 millions a également été décaissé à la banque *San Paolo/IMI* pour le financement d'un PSM pour la santé et l'éducation. Enfin, deux projets pour la construction de logements sociaux ont été financés partiellement par l'intermédiaire de *Banca Mediocredito* pour la construction de plus de 500 logements situés dans le Piémont et en Lombardie.

## France

Un prêt d'un montant de € 152 millions (9 % du montant total décaissé en 1999), en faveur du logement social, a été réalisé à travers la *Caisse Nationale du Crédit Agricole*. Ce programme entraînera en outre la création et le maintien d'environ 2 000 emplois.

## Turquie

En Turquie, huit projets individuels ont reçu des financements à travers le Gouvernement, pour un montant total de € 84 millions (5 % du montant total décaissé en 1999). La moitié de ces financements concerne des projets de construction d'infrastructures dans le domaine de la modernisation rurale, en particulier des infrastructures hydrauliques en Anatolie et des installations de traitement des eaux usées à Burhariye. Par ailleurs, afin de répondre à un important déficit en logements sociaux dans la province d'Istanbul, la Banque a participé au financement de la création d'une ville nouvelle dans cette province. Enfin, dans le cadre du Sixième Plan de Développement approuvé par les autorités turques, pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement universitaire, la Banque a financé l'extension de Centres Hospitaliers Universitaires à Firat (création de 600 lits supplémentaires) et le développement des infrastructures de santé à l'Université de Baskent à Istanbul.

## Finlande

Un montant de € 67 millions (4 % du montant total décaissé en 1999), a été décaissé à travers *Municipality Finance Ltd.*, institution financière spécialisée dans le financement des collectivités locales. Plus de la moitié a été affectée à l'extension de collèges, à la rénovation d'écoles et de crèches, ainsi qu'au financement d'une bibliothèque municipale. L'autre moitié du financement a permis la construction de maisons de retraite, la rénovation d'hôpitaux, l'extension du réseau de distribution de gaz naturel, ainsi que la construction de locaux pour les PME, entraînant la création ou le maintien de plus de 1 000 emplois.



**FINLANDE** École primaire de Murto

## Belgique

Un montant de € 39 millions a été versé en Belgique en 1999. Un premier programme mono-sectoriel, essentiellement orienté vers le financement des PME, a reçu une troisième tranche de € 6 millions, par l'intermédiaire de la Banque *Fortis*. Par ailleurs, afin d'augmenter l'offre de logements sociaux, d'améliorer la protection de l'environnement par l'application de normes communautaires et d'améliorer les prestations dans le domaine de la santé, € 13 millions ont été versés à travers *Dexia-Crédit Communal de Belgique*. Enfin, le financement (€ 20 millions) d'infrastructures sociales de santé, d'éducation et de logements sociaux situées pour l'essentiel dans la partie flamande du pays, a aussi été réalisé à travers *Artesia BC*.

## Pologne

En Pologne, un financement total de € 38 millions a été accordé en trois versements afin de permettre la réhabilitation, le renforcement et la modernisation d'infrastructures situées dans les régions du sud-ouest du pays, dévastées par les inondations de 1998.

## Chypre

A Chypre, les décaissements se sont élevés à € 22 millions. Ils ont été répartis d'une part dans trois villes (Limassol, Paralimni et Aghia Napa) pour l'aménagement de services d'égouts (€ 10 millions) et d'autre part pour la construction d'un nouveau complexe hospitalier à Nicosie (€ 12 millions).

## Hongrie

En Hongrie, les décaissements ont représenté un montant total de € 20 millions. Une tranche de € 10 millions a été décaissée à la *Banque de Développement Hongroise* pour le financement de différents secteurs (notamment PME, protection de l'environnement et protection du patrimoine historique). Ces projets se situent surtout dans les régions où le taux de chômage est parmi les plus élevés et le revenu moyen par habitant en dessous de la moyenne du pays. D'autre part, à la suite des inondations de novembre 1998 dans la région de la Moyenne et Haute Tisza, un décaissement de € 10 millions a contribué à financer les travaux de reconstruction d'infrastructures et la mise en place et le renforcement de digues de protection.

## Croatie

En Croatie, € 15 millions ont été versés pour le financement de deux projets d'aide aux réfugiés en Slavonie orientale : la réhabilitation de trois hôpitaux et de seize centres de premiers soins d'une part, et d'autre part la reconstruction de 34 écoles endommagées pendant la guerre.



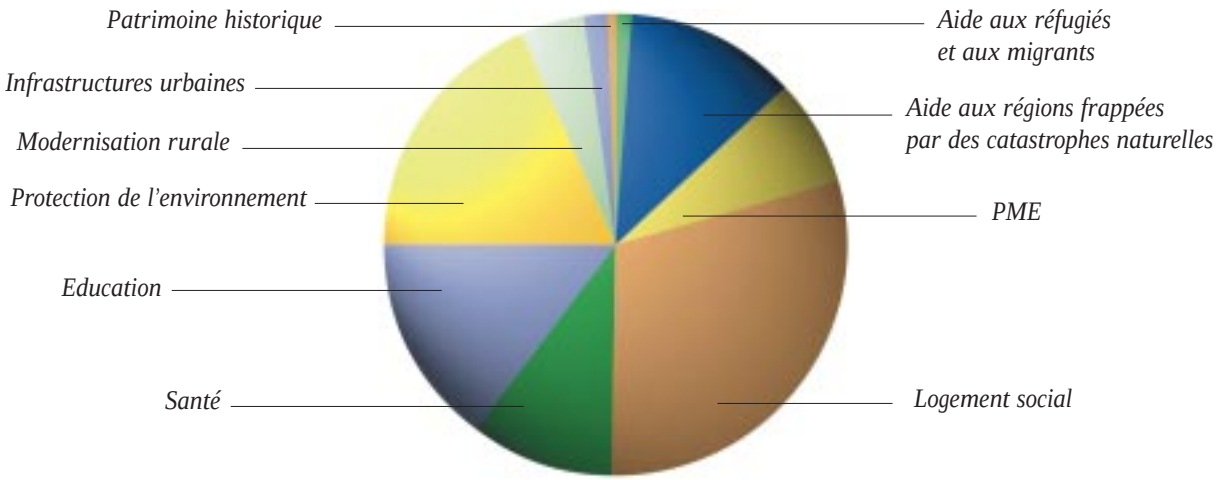
**POLOGNE** Rénovation du Sanatorium de Duszniki, après les inondations de1997

## Roumanie

La Banque a procédé au versement d'un montant total de € 12 millions, répartis sur quatre projets individuels. L'essentiel de ce montant (€ 10 millions) porte sur la réhabilitation des infrastructures endommagées lors des dernières inondations. Le premier financement d'un projet approuvé en 1997, concerne la réhabilitation des institutions spécialisées dans l'accueil des enfants abandonnés.

Un cofinancement avec la BEI contribuera à la réhabilitation du réseau de chauffage urbain de Bucarest. Enfin, un financement permettra l'augmentation de la capacité d'accueil de l'hôpital de Gura Ocnitei, dans le département de Dâmbovita.

Les prêts décaissés en 1999,
répartition par domaine d'intervention




## Slovénie

Les décaissements réalisés en 1999 ont représenté un montant total de € 2,8 millions, pour le financement d'un projet de reconstruction d'habitations situées dans des villages détruits par le tremblement de terre d'avril 1998, dans les régions de Posocje et de Gorenjska.

## Portugal

Un programme mono-sectoriel en faveur de l'enseignement préscolaire a reçu un premier financement à travers *Caixa Geral do Depositos*, soit € 1,5 million, pour la reconversion, l'élargissement et la construction d'infrastructures dans le domaine de l'éducation.

## "L'Ex-République Yougoslave de Macédoine"

Le montant décaissé en 1999 (€ 1,3 million) est destiné au financement de la modernisation et l'extension de plusieurs usines textiles, ainsi qu'une usine de production agro-alimentaire, contribuant au maintien et à la création de centaines d'emplois.

## Saint-Marin

Un prêt décaissé en 1999 (€ 1,2 million), permettra de préserver l'environnement par la collecte et le traitement des eaux usées.

## Lituanie

Un prêt a été décaissé au Gouvernement lituanien (€ 0,6 million) pour la réhabilitation de 10 dispensaires et l'achat d'équipement et de matériel médical. Il est destiné aux personnes handicapées physiques et mentales, à l'amélioration de l'assistance sociale et médicale pour les personnes âgées et à l'aide médicale, psychologique et juridique en faveur des enfants en difficulté.

## Bosnie et Herzégovine

Bien que la Bosnie et Herzégovine ne soit pas membre de la Banque, un prêt de € 3 millions, assorti d'une couverture par le Compte Fiduciaire Sélectif, a été décaissé en faveur du Ministère de la Santé. Ce projet, cofinancé par la Banque Mondiale, vise à aider les victimes de guerre à reprendre une vie sociale et économique normale : réadaptation psycho-sociale, chirurgie réparatrice, matériel orthopédique, kinésithérapie.





## Prêts décaissés depuis l'origine au 31 décembre 1999

*en milliers d'euros*

| RÉPARTITION PAR PAYS | | % |
|---|---|---|
| Allemagne | 1 551 000 | 11,43 |
| Belgique | 95 679 | 0,70 |
| Bosnie et Herzégovine* | 4 749 | 0,03 |
| Bulgarie | 2 572 | 0,02 |
| Chypre | 978 742 | 7,21 |
| Croatie | 15 051 | 0,11 |
| Espagne | 1 767 876 | 13,03 |
| Finlande | 106 826 | 0,79 |
| France | 430 882 | 3,17 |
| Grèce | 1 464 194 | 10,79 |
| Hongrie | 20 000 | 0,15 |
| Islande | 59 661 | 0,44 |
| Italie | 2 999 307 | 22,10 |
| "L'Ex-République Yougoslave de Macédoine" | 1 278 | 0,01 |
| Lituanie | 3 624 | 0,03 |
| Malte | 65 151 | 0,48 |
| Pologne | 38 169 | 0,28 |
| Portugal | 502 395 | 3,70 |
| Roumanie | 12 242 | 0,09 |
| Saint-Marin | 3 777 | 0,03 |
| Slovénie | 4 148 | 0,03 |
| Turquie | 3 382 455 | 24,92 |
| Ex-Yougoslavie** | 62 754 | 0,46 |
| **TOTAL** | **13 572 532** | **100,00** |

** Compte Fiduciaire Sélectif*
*** L'Ex-Yougoslavie a été membre associé de 1986 à 1991*

| RÉPARTITION PAR DOMAINE D'INTERVENTION | | % |
|---|---|---|
| A) DOMAINES PRIORITAIRES | | |
| Aide aux réfugiés et migrants | 1 652 150 | 12,16 |
| Aide aux régions frappées par des catastrophes naturelles ou écologiques | 1 333 731 | 9,83 |
| B) AUTRES DOMAINES D'INTERVENTION | | |
| PME | 1 772 079 | 13,06 |
| Logement social | 3 120 890 | 22,99 |
| Santé | 620 493 | 4,57 |
| Infrastructures sociales | 47 977 | 0,35 |
| Éducation | 1 085 545 | 8,00 |
| Formation professionnelle | 209 930 | 1,55 |
| Protection de l'environnement | 679 929 | 5,01 |
| Modernisation rurale | 1 455 742 | 10,73 |
| Création d'infrastructures | 1 514 378 | 11,16 |
| Infrastructures urbaines en milieu défavorisé | 68 975 | 0,51 |
| Patrimoine historique | 10 713 | 0,08 |
| **TOTAL** | **13 572 532** | **100,00** |

# Activités financières

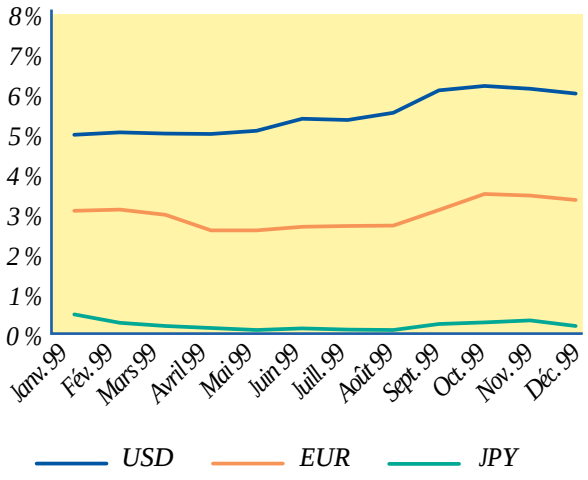
## 1 - La situation économique en 1999

Après une année dominée par une forte turbulence des marchés financiers et une faible croissance, les perspectives économiques se sont améliorées au cours de l'année 1999. Les économies asiatiques, principales sources d'inquiétude de l'année 1998, ont connu une très forte reprise. Les Etats-Unis ont conservé leur rythme de croissance tandis que les pays membres de l'Union Européenne ont commencé à montrer des signes d'une croissance en pleine accélération. Le risque d'inflation a été quasi inexistant mais, au fil de l'année, les responsables politiques ont fait montre de préoccupations croissantes sur la stabilité des prix. Les banques centrales ont commencé à relever les taux d'intérêt après les avoir considérablement réduits dans un premier temps. Alors que le marché américain et le marché de la dette de la zone euro étaient fortement orientés à la hausse en 1998, les marchés obligataires ont affiché une tendance à la baisse en 1999. Ceci témoigne que les effets de la crise subie par les marchés émergents en 1998 ont été moins catastrophiques que prévu et que les économies ont repris le chemin d'une croissance soutenue.

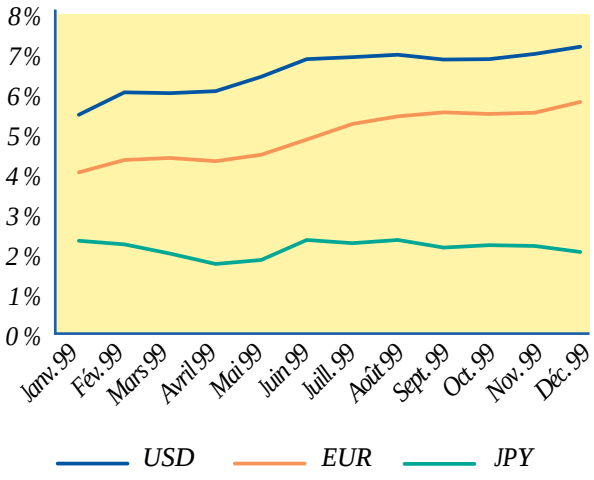
### 1.1 - La Fed a réagi à l'accélération de l'économie par un renforcement de sa politique monétaire

En 1999, la croissance américaine a conservé son rythme impressionnant de 4 % avec des taux d'inflation relativement bas. Toutefois, les marchés et la Fed ont commencé à percevoir quelques pressions inflationnistes, certes de faible ampleur, vers la fin de l'année. Les taux d'intérêt ont dans l'ensemble été orientés à la hausse. Au cours du deuxième semestre, la Fed a renforcé sa politique monétaire en relevant à trois reprises ses taux directeurs de 25 points de base afin d'éviter toute surchauffe de l'économie. En règle générale, les perspectives économiques ont été plutôt bonnes malgré quelques signes d'inquiétude concernant les cours élevés des actions boursières, les conditions difficiles du marché du travail et un important déficit des comptes courants et de la balance commerciale.

Taux à 3 mois




Taux à 10 ans



La Banque Centrale Européenne a répondu par une brusque augmentation de 50 points de base de son taux de refinancement. Malgré cette mesure, les taux réels à court terme ont conservé des niveaux d'une faiblesse sans précédent, soutenant ainsi la forte croissance à venir.

La monnaie unique européenne a été mise en circulation dans les 11 pays membres de l'Union Monétaire au début du mois de janvier 1999. Une économie relativement faible, doublée d'une indécision quant à la conduite d'une politique monétaire, a fait chuter l'euro à un niveau de quasi parité avec le dollar américain.

### 1.2 - Les économies terminent l'année sur une note optimiste

Les mesures d'incitation fiscale associées à une politique monétaire généreuse ont commencé à porter leurs fruits au Japon au cours du troisième trimestre de 1999 et le marché boursier a ainsi affiché une spectaculaire reprise. La demande étrangère en actifs japonais a cependant créé une pression à la hausse sur le cours de la monnaie, risquant de menacer la reprise.

Grâce à une politique fiscale encourageante et à une position monétaire accommodante, les marchés asiatiques émergents ont connu une très forte reprise au cours de l'année 1999.

## 2 - Portefeuilles obligataires

Deux portefeuilles obligataires figurent à l'actif du bilan de la Banque : le portefeuille d'investissement et le portefeuille de placement. La notation minimale des titres achetés doit être AA chez Standard & Poor's ou Aa2 chez Moody's.

Le portefeuille d'investissement est composé d'obligations à taux fixe libellées en euros et d'une maturité maximale de 15 ans. Son encours est limité à la taille des fonds propres disponibles de la Banque (capital libéré, réserves, FRBG) augmentés de la provision pour le fonds de pensions du personnel. L'objectif est de rémunérer ces ressources par un rendement à long terme satisfaisant. Ce portefeuille est comptabilisé à coût historique et donc ne permet pas, sauf circonstance extraordinaire, d'échanges ou de ventes sur les titres le composant.

Concrètement, le gestionnaire met en oeuvre un programme d'achat annuel consistant au réinvestissement des titres à maturité et à l'ajustement de l'encours global suite à l'incorporation aux réserves d'une partie du bénéfice de l'année antérieure. L' encours est passé de € 970 millions en 1998 à € 1 060 millions en 1999, l'accroissement de € 90 millions reflétant le solde de € 130 millions d'achats et de € 40 millions d'amortissements.

Le portefeuille de placement est composé de titres à référence "Euribor", c'est-à-dire à maturité inférieure à un an ou à taux flottant. Ce portefeuille est valorisé comptablement à sa valeur d'achat ; d'une manière générale, les titres sont conservés jusqu'à échéance et d'éventuelles provisions sont constituées en cas de dépréciation de la valeur des titres.

Les placements sont le plus souvent libellés en USD et EUR, devises dans lesquelles sont gérées la plupart des liquidités de la Banque.

L'essentiel du portefeuille est composé de titres à court terme (maturité maximale 1 an), sous forme de titres ECP (Euro Commercial Paper), qui correspondent à des placements alternatifs aux dépôts bancaires. Par ailleurs, dans une limite maximale de € 1 000 millions, des investissements sur des maturités comprises entre 1 an et 7 ans sont également effectués dans ce portefeuille. L'évolution de l'encours de ce compartiment sur l'année a montré une croissance soutenue : € 405 millions fin 1998, € 630 millions fin 1999. L'objectif de ce compartiment est de générer un revenu additionnel en dégageant une marge positive entre les revenus sur titres et le coût de financement moyen de la Banque.

## 3. Produits dérivés

La Banque est un utilisateur final ("end user") de produits dérivés, afin de couvrir ses risques de taux et de change découlant de ses activités courantes. Au 31 décembre 1999, l'encours total du portefeuille était de € 12,1 milliards, soit une augmentation de 5,3 % par rapport à 1998, en ligne avec la croissance de l'activité de prêts et d'investissement de la Banque. Ce volume se répartit en € 7,4 milliards en produits de taux d'intérêt et € 4,7 milliards en produits de change.

L'ensemble des risques de marché encourus par la Banque est resté à un niveau modeste pendant tout l'exercice 1999. Le risque de change résiduel, découlant de la formation de résultats dans des devises autres que l'euro, est systématiquement couvert. De la même manière, la politique de couverture systématique des éventuelles positions de taux permet de maintenir le risque de taux sur l'ensemble du bilan de la Banque à un niveau inférieur à € 1 million par devise.

Pour se prémunir contre les risques découlant de ces instruments financiers, la Banque a adopté des règles de gestion rigoureuses et conformes à son profil d'utilisateur final. Ses contreparties doivent être dotées d'une ligne de crédit préalable, définie par le Comité des Risques sur la base des notations que leur accordent les agences spécialisées et d'une analyse soumise à une révision au minimum annuelle. Les opérations d'une durée égale ou supérieure à 5 ans doivent être conclues avec des institutions dotées d'une notation minimale de AA, tandis que pour celles d'une durée supérieure à 10 ans, des clauses additionnelles de garantie sont obligatoirement insérées, autorisant une rupture anticipée. Dans tous les cas, un accord-cadre inspiré du modèle de l'International Swap Dealers Association (ISDA) doit être signé. La notation moyenne de crédit est restée élevée en 1999, 78 % de l'encours notionnel étant coté au moins AA-.

La Banque a continué de renforcer le suivi de ses produits dérivés en signant de nouveaux contrats de collatéraux cette année. Le risque de crédit résiduel, évalué en prenant la somme des valeurs de marché positives non couvertes par des collatéraux reçus, représente moins de 2 % du montant notionnel total. Des négociations sont en cours pour mettre en place ce type de contrat avec toutes les contreparties actives de la Banque.

# 4. Financement de l'activité en 1999

## 4.1 - Opérations d'emprunt

Au cours de l'exercice 1999, la Banque a lancé 21 opérations de financement d'une durée supérieure ou égale à un an, soit un volume total de € 2,2 milliards, après une année record en 1998, où le volume des financements avait atteint € 2,8 milliards, notamment en prévision d'une année 1999 très active en termes de décaissements. Par ailleurs, l'année 1999 a vu une diminution de l'encours de projets approuvés du fait de l'importance des décaissements et de la volonté de stabiliser les niveaux d'activité. En effet, la taille du stock de projets joue un rôle direct dans le programme de financement dans la mesure où, conformément à la politique prudentielle de liquidité, au moins 50 % des besoins prévisionnels de trésorerie à trois ans, incluant les projets approuvés, doivent être disponibles en liquidité.

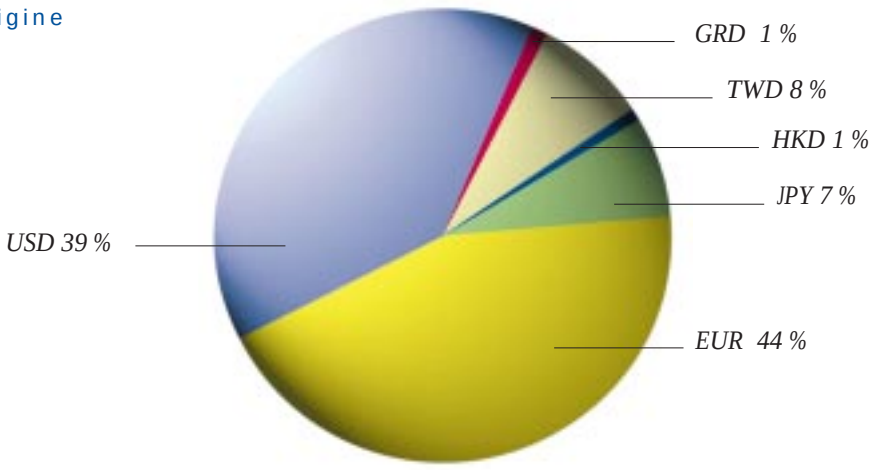
### Emprunts lancés en 1999

| Versement | Devise | Durée | Montant | Chef de file / Arrangeur |
|---|---|---|---|---|
| 07/01/99 | USD | 6 ans 10 mois | 350 000 000 | Paribas |
| 11/01/99 | GRD | 3 ans | 10 000 000 000 | Royal Bank of Canada |
| 20/01/99 | EUR | 12 ans | 500 000 000 | Tokyo-Mitsubishi International Plc/ Paribas |
| 01/02/99 | EUR | 20 ans | 145 000 000 | Lehman Brothers |
| 22/02/99 | EUR | 20 ans | 50 000 000 | Merrill Lynch |
| 26/02/99 | EUR | 25 ans | 125 000 000 | Morgan Stanley Dean Witter |
| 08/03/99 | EUR | 20 ans | 15 000 000 | Merrill Lynch |
| 11/03/99 | JPY | 1 an 1 mois | 10 000 000 000 | Nomura International Plc |
| 15/03/99 | EUR | 20 ans | 90 000 000 | Warburg Dillon Read |
| 31/03/99 | JPY | 10 ans* | 1 000 000 000 | BNP Securities Ltd |
| 12/04/99 | TWD | 5 ans | 6 000 000 000 | Nomura International Plc |
| 29/04/99 | HKD | 3 ans | 200 000 000 | Paribas |
| 10/06/99 | JPY | 1 an | 5 100 000 000 | Daiwa Europe Ltd |
| 17/06/99 | EUR | 20 ans | 40 000 000 | Salomon Smith Barney |
| 16/07/99 | JPY | 15 ans* | 1 000 000 000 | Tokyo-Mitsubishi International Plc |
| 29/07/99 | JPY | 18 ans* | 1 000 000 000 | Tokyo-Mitsubishi International Plc |
| 02/08/99 | USD | 2 ans | 69 190 000 | Nikko Salomon Smith Barney |
| 17/09/99 | USD | 3 ans | 500 000 000 | Morgan Stanley Dean Witter/ Paribas |
| 14/10/99 | JPY | 10 ans* | 1 100 000 000 | Tokyo-Mitsubishi International Plc |
| 08/11/99 | JPY | 20 ans* | 500 000 000 | Morgan Stanley Dean Witter |
| 08/12/99 | JPY | 15 ans* | 1 000 000 000 | ABN AMRO NV |

** avec option de remboursement anticipé*

Afin de s'assurer durablement les ressources nécessaires au financement de son activité, la Banque continue à combiner des opérations de grande taille sur des devises majeures s'adressant à un large éventail d'investisseurs institutionnels et des emprunts dans une devise ou avec une structure plus spécifique répondant à des demandes plus particulières.
44 % des fonds levés en 1999 par la Banque proviennent du marché de l'euro, celui-ci s'étant affirmé dès sa création comme un marché tout à fait majeur. Dans cette optique, la Banque a été dès le 7 janvier 1999 l'un des tous premiers émetteurs à lancer un grand emprunt, à 12 ans de maturité, dans la nouvelle devise unique européenne. D'une façon générale, ces émissions ont été en grande partie vendues auprès d'investisseurs européens, tant institutionnels que particuliers, ainsi qu'auprès d'investisseurs asiatiques. Il convient aussi de souligner, dans le cadre du marché de l'euro, la forte demande de la part du marché italien, qui, au travers d'opérations structurées spécifiques, a fourni 20 % des fonds levés. La maturité moyenne des emprunts lancés en 1999, qui est de 10 ans, est à mettre en regard avec l'augmentation de la durée de vie moyenne des prêts consentis en 1999.
Le tableau ci-contre reprend le détail des fonds levés en devise d'origine.
Par ailleurs, la Banque a procédé pour la première fois à une émission libellée en Taiwan dollar, totalisant 8 % des montants empruntés en 1999, ainsi qu'à un certain nombre d'émissions structurées en yen pour 7 % du total des émissions, témoignant du redémarrage de ce grand marché.
Le graphique ci-après reprend en détail les devises primaires d'émission, qui ont été swapées presque totalement en euros.

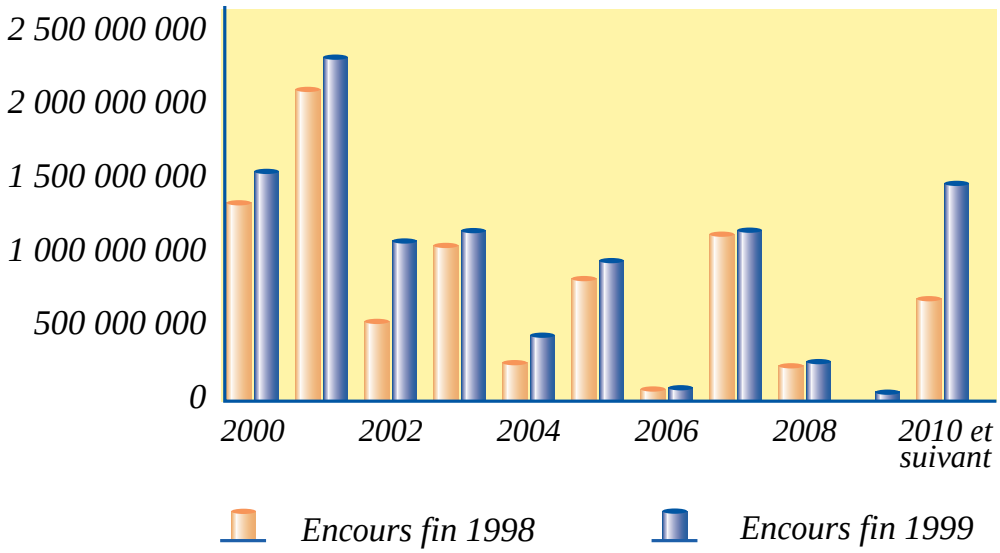
Répartition des emprunts par devises : devises d'origine




## 4.2 - Evolution de la dette

Au 31 décembre 1999, l'encours total de la dette représentée par un titre s'élève à € 11 050 millions, en hausse de 13,6 % par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation de l'encours de la dette résulte de l'accroissement du montant emprunté afin de maintenir le ratio de liquidité à un niveau satisfaisant. A la fin de l'exercice, ce ratio s'affichait à 66 %, à rapprocher d'un plancher à 50 %.
Par ailleurs, la Banque a procédé à des rachats de sa propre dette pour un total de € 185 millions et à des opérations de remboursement anticipé pour € 145 millions. Compte tenu de ces opérations et des emprunts lancés, la décomposition de la dette par maturité a quelque peu évolué par rapport à 1998, comme l'indique le graphique suivant, en particulier pour les maturités longues.

Décomposition de la dette par maturité en 1998 et 1999 (en fin d'année)




## 4.3 - Résultat

Le résultat net de l'exercice 1999 est de € 91,4 millions, contre € 81,4 millions pour l'exercice précédent.

Cette progression sensible (+12,3 %) s'explique essentiellement par l'amélioration du produit bancaire, qui passe de € 94,6 millions au 31 décembre 1998 à € 106,3 millions au 31 décembre 1999 (+12,3 %). Cette évolution repose principalement sur l'augmentation en volume du portefeuille de prêts au cours de l'année 1999.

Les charges d'exploitation augmentent modérément (+5 %), du fait de la très faible progression des frais de personnel (+1,8 %).

Enfin, les reprises de provisions, inférieures en 1999 (€ 1,8 million) à celles de 1998 (€ 2,6 millions), correspondent à la contrepartie des remboursements effectifs sur les arriérés de l'Ex-Yougoslavie.

Au 31 décembre 1999, le capital souscrit est de € 1 400 millions, dont 155 millions versés. Compte tenu des ressources accumulées et du résultat de l'exercice, les fonds propres au sens large s'élèvent, au 31 décembre 1999, à € 2,4 milliards.

Les ratios qui mettent en rapport l'activité de la Banque avec ses fonds propres ont légèrement augmenté, compte tenu du développement de l'activité de prêts et de son nécessaire financement : ainsi le ratio des prêts, qui rapproche l'encours des prêts aux fonds propres est limité à 6 et ressort à 3,24 pour 1999, contre 2,79 pour 1998. Le ratio d'endettement long terme, mettant en rapport l'encours de la dette long terme avec les capitaux propres au sens large, progresse de 3,22 à 3,75, restant néanmoins inférieur au seuil autorisé de 4. L' augmentation de ce ratio résulte de l'augmentation de l'encours de la dette à long terme au détriment des instruments à court terme, augmentation rendue nécessaire pour maintenir une réserve de liquidité suffisante et assurer le financement de l'augmentation de l'encours de prêts.

# Gestion intégrée des risques



La Banque poursuit une politique de gestion intégrée des différents risques découlant de son activité. L'organisation du contrôle interne des risques repose sur une architecture alignée sur les recommandations des grands organismes de régulation prudentielle et conforme aux meilleurs standards internationaux en la matière.

## 1. Un contrôle rigoureux du risque de crédit

La politique de maîtrise du risque de crédit s'appuie sur le suivi des positions par rapport aux limites, le réajustement régulier de ces limites et des analyses de scenarii. La Banque adopte une attitude globale prudente vis-à-vis des risques de crédit ainsi qu'en témoigne l'absence totale de pertes dues au risque de crédit depuis sa création.

1.1. Le Comité des Risques constitue le pivot de ce dispositif. Son rôle est principalement de décider des limites de toute nature (par pays, par contrepartie ou par produit), de prendre des décisions de principe sur les contreparties potentielles avec lesquelles la Banque peut envisager une entrée en relation (pour des opérations de prêt ou d'emprunt), de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que la stratégie risque est respectée dans la gestion quotidienne des opérations, et de prendre position sur tout sujet spécifique, directement ou indirectement lié à la maîtrise des risques (garanties, collatéraux, nouvelles normes réglementaires...).
Les autorisations de risques sont enregistrées dans le système informatique central de la Banque. Les bases de données permettent un suivi, par rapport aux limites, des encours par contrepartie ou par groupe de contreparties, par nature de produits, par zone géographique ou par secteur d'intervention, ou suivant les notations des contreparties attribuées par les agences de rating.

1.2. L'analyse du risque pays repose sur l'étude, menée par le Département de Gestion des Risques, de critères d'évaluation externes et internes. La méthodologie suivie par la Banque repose sur une approche pragmatique visant à instaurer des limites n'excédant en aucun cas les plafonds d'encours autorisés par ses ratios prudentiels, tout en maintenant une flexibilité suffisante pour assurer la croissance de ses activités. Ce double respect de l'impératif de maîtrise du risque et de la volonté exprimée par le Conseil d'administration a donné lieu à la mise en place de limites par groupe de pays.

1.3. La maîtrise des risques sur les contreparties bancaires repose sur un système de limites internes. Celles-ci sont déterminées sur la base d'une matrice qui privilégie les facteurs fondamentaux liés à la structure financière, la qualité des actifs et la profitabilité de la contrepartie, et prend également en compte des critères qualitatifs (support de l'actionnariat, qualité du management, parts de marchés, etc...). Cette évaluation débouche, par le biais d'un système de scoring, sur l'octroi d'un rating interne et d'une allocation de limites théoriques. Ces limites sont ensuite ajustées en fonction des contraintes spécifiques de la Banque (contraintes de fonds propres...). Elles forment un système souple permettant à la fois de minimiser les risques tout en optimisant la capacité d'intervention de l'institution.

## 2. Un encadrement strict des risques de marché

2.1. La gestion des risques de marché est assurée par le Service de Gestion Actif-Passif, au sein de la Direction Financière. A ce titre, il s'assure d'une bonne appréhension de l'évolution de ces risques, procède à leur évaluation systématique et met en place des procédures de suivi des limites adéquates. Par ailleurs, il élabore à intervalles réguliers des rapports à l'attention du Comité de Gestion Actif-Passif, présentant l'état des risques de liquidité, de taux et de devises, tant au bilan qu'au hors bilan, et présente les propositions propres à les minimiser.

A l'effet exclusif de couvrir les risques de taux et de change, la Banque a recours, en tant qu'utilisateur final, à des opérations sur produits dérivés. En accord avec la politique prudentielle qui caractérise ses opérations financières, la Banque n'accepte pour ces opérations que des contreparties d'excellente qualité et faisant l'objet d'une autorisation d'engagement préalable. Au-delà de 5 ans, la contrepartie doit être assortie d'un rating minimal ou bénéficier soit d'un contrat de collatéraux soit de garanties supplémentaires.

2.2. La politique de liquidité est décidée par le Comité de Financement, dans le cadre du respect des règles fixées par le Conseil d'administration. La Banque gère les risques de liquidité en s'assurant de l'équilibre à terme des emplois et des ressources. L'alimentation d'un pool de liquidité en fonction des besoins de décaissements prévisionnels à trois ans et le suivi d'un ratio de liquidité conservateur procurent à la Banque les financements nécessaires en cas de forte volatilité des marchés.

## 3. Une maîtrise des risques opérationnels

3.1. Organisation. Conformément aux recommandations des organismes de régulation prudentielle, les structures en place reposent sur un strict respect du principe de séparation des tâches et des responsabilités au sein des différents services, sur une nette séparation des fonctions de génération/d'enregistrement des opérations et de gestion des risques. Le contrôle exhaustif de tous les systèmes, la mise en place de systèmes de secours, le rapprochement détaillé entre les systèmes d'information internes et externes concourent également à l'encadrement et à la limitation des risques de défaillances.

3.2. Risques informatiques. Conformément aux recommandations du Comité de Bâle et aux meilleurs standards de la communauté financière internationale, la Banque a mis en œuvre un programme d'action visant à circonscrire au maximum les risques potentiels que faisait craindre le bogue de l'an 2000. Dans le cadre de ce dispositif, tous les systèmes ont été testés et mis en conformité. Tous les correspondants de la Banque ont été contactés afin de s'assurer de la qualité de leur préparation. Parallèlement, un plan d'urgence avait été établi, en collaboration avec un consultant extérieur, en vue de pallier tout incident éventuel. De fait, le cap informatique de l'an 2000 a été franchi sans aucun problème.

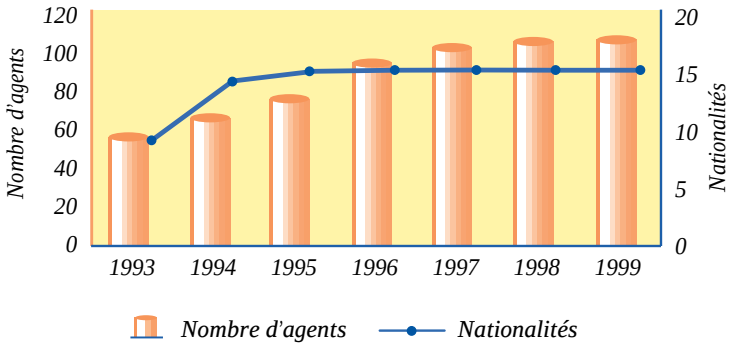




# Gestion des ressources humaines

De 1993 à aujourd'hui, l'arrivée de nouveaux Etats membres, la croissance du volume d'activité et la volonté de se conformer aux meilleurs standards internationaux ont conduit à un doublement des effectifs. Au total, la Banque compte 108 agents permanents au 31 décembre 1999, ce qui demeure un chiffre très raisonnable au regard du développement de l'activité.
Le recrutement d'un personnel qualifié, de nationalités diversifiées, a continué en 1999, sachant toutefois qu'une phase de stabilisation des effectifs est amorcée depuis 1997. Au cours l'exercice 1999, la Banque a recruté 4 cadres, de 4 nationalités différentes.

Evolution du personnel et
des nationalités représentées




Parallèlement, la Banque a développé une gestion active des carrières, permettant de renforcer l'implication du personnel. Les méthodes de gestion des ressources humaines de la Banque ont ainsi pour objectif de promouvoir une culture d'entreprise commune, permettant à tous les agents de contribuer directement à l'objet social de l'institution.

Dans le cadre de cette politique, le Statut du Personnel a été progressivement adapté et la réforme du régime de pensions a pu être finalisée en 1999, à travers une modification de fond - le passage à la gestion interne -, et une modification plus formelle - l'adoption d'un règlement de pensions propre à la Banque. Ainsi, le Conseil d'administration a définitivement adopté, le 28 janvier 1999, le Règlement de Pensions spécifique aux agents de la Banque.

Enfin, la politique d'évaluation et de renforcement des compétences a été poursuivie. Le système de primes variables en fonction des performances s'est révélé efficace et motivant, tandis que des programmes de formation adaptés ont été mis à la disposition des agents pour mettre à jour leurs connaissances. Sur ce dernier point on notera que, si les aspects linguistiques et informatiques absorbent toujours une large partie du budget de formation, des cours spécialisés et des séminaires de perfectionnement en matière financière sont également développés.

# Etats financiers



Bilan
Compte de résultat
Etat des flux de trésorerie
Notes annexes aux États financiers
Note 1 - Objectifs de la Banque
Note 2 - Résumé des principes comptables essentiels
Note 3 - Créances
- note 3.1 : Créances sur les établissements de crédit, par nature
- note 3.2 : Créances sur la clientèle, par nature
- note 3.3 : Encours des prêts, par catégorie d'emprunteurs
- note 3.4 : Encours des prêts, par devise
- note 3.5 : Encours des prêts et engagements de financement, par pays
- note 3.6 : Encours des prêts et engagements de financement, par domaine d'intervention
- note 3.7 : Engagements de financement

Note 4 - Portefeuille Titres
- note 4.1 : Effets publics et valeurs assimilées
- note 4.2 : Obligations et autres titres à revenu fixe
- note 4.3 : Actions et autres titres à revenu variable

Note 5 - Immobilisations corporelles et incorporelles
Note 6 - Capital
Note 7 - Réserve
Note 8 - Autres actifs et comptes de régularisation
Note 9 - Dettes
- note 9.1 : Dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle, par nature
- note 9.2 : Dettes représentées par un titre, par nature
- note 9.3 : Dettes représentées par un titre, par devise

Note 10 - Autres passifs et comptes de régularisation
Note 11 - Total du bilan libellé en monnaies étrangères
Note 12 - Ventilation de certains actifs/passifs selon leur durée résiduelle
Note 13 - Engagements sur instruments financiers à terme
Note 14 - Résultat
- note 14.1 : Intérêts et produits assimilés, par nature
- note 14.2 : Intérêts sur prêts, par pays
- note 14.3 : Intérêts et charges assimilées, par nature
- note 14.4 : Résultat provenant des opérations financières, par nature

Note 15 - Frais généraux administratifs
Note 16 - Compte Fiduciaire Sélectif (CFS)
- note 16.1 : Etats financiers
- note 16.2 : Engagements de financement

Note 17 - Provisions pour risques et charges - Fonds de Pensions
Rapport de l'audit externe
Extrait du rapport du Comité de surveillance
Bilan après répartition du résultat
Extrait du procès-verbal de la 206e réunion du Conseil d'administration
Extrait du procès-verbal de la 161e réunion du Conseil de direction

# Bilan au 31.12.1999

*en milliers d'EUR*

## ACTIF

| Poste | | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|---|
| 1 | Caisse, avoirs auprès des banques centrales | 120 | 43 |
| 2 | Créances sur les établissements de crédit | | |
| | (a) à vue | 2 987 | 2 239 |
| | (b) à terme | | |
| | - dépôts (notes 3.1 et 12) | 1 052 065 | 1 560 198 |
| | - prêts (a) (notes 3.1 et 12) | 4 223 153 | 3 152 712 |
| 3 | Créances sur la clientèle | | |
| | - prêts (b) (notes 3.2 et 12) | 3 618 026 | 3 333 784 |
| | *Total prêts (a + b)* (notes 3.3 à 3.6) | *7 841 179* | *6 486 496* |
| 4 | Effets publics et valeurs assimilées (notes 4.1 et 12) | 473 600 | 445 806 |
| 5 | Obligations et autres titres à revenu fixe (notes 4.2 et 12) | 2 624 120 | 2 236 727 |
| 6 | Actions et autres titres à revenu variable (notes 4.3 et 12) | 755 | 687 |
| | *Total portefeuille titres* | *3 098 475* | *2 683 220* |
| 7 | Actifs incorporels (note 5) | 1 365 | 1 423 |
| 8 | Actifs corporels (note 5) | 11 980 | 9 213 |
| 9 | Capital souscrit, appelé, non versé et réserves à recevoir des pays membres (note 6) | 7 244 | 9 155 |
| 10 | Autres actifs (note 8) | 4 398 | 4 306 |
| 11 | Comptes de régularisation (note 8) | 639 455 | 340 197 |
| | TOTAL DE L'ACTIF (note 11) | 12 659 268 | 11 096 490 |

*Les notes annexes font partie intégrante des Etats financiers.*

*en milliers d'EUR*

## PASSIF

| Poste | | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|---|
| 1 | Dettes envers les établissements de crédit | | |
| | (a) à vue | 162 | 83 |
| | (b) à terme (notes 9.1 et 12) | 19 504 | 6 862 |
| 2 | Dettes envers la clientèle | | |
| | à terme (notes 9.1 et 12) | 63 428 | - |
| 3 | Dettes représentées par un titre (notes 9.2 et 12) | 11 050 401 | 9 728 981 |
| 4 | Autres passifs (note 9.3) | 61 961 | 6 267 |
| 5 | Comptes de régularisation (note 10) | 256 930 | 262 485 |
| 6 | Dépôts du Compte Fiduciaire Sélectif (notes 2.10 et 16) | 32 971 | 31 557 |
| 7 | Provisions pour risques et charges | | |
| | Fonds de pension (notes 2.8 et 17) | 23 494 | - |
| 8 | Fonds pour Risques Bancaires Généraux | | |
| | (F.R.B.G.)/Fonds de ducroire (note 2.7) | 150 000 | 150 000 |
| 9 | Capital (note 6) | | |
| | a) Souscrit (versé 154 900) | 1 400 693 | 1 386 086 |
| | b) Non appelé | (1 241 018) | (1 228 024) |
| | | *159 675* | *158 062* |
| 10 | Réserve générale (note 7) | 749 334 | 670 805 |
| 11 | Résultat de l'exercice | 91 408 | 81 388 |
| | TOTAL DU PASSIF (note 11) | 12 659 268 | 11 096 490 |

## HORS BILAN

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Engagements donnés | | |
| I | Engagements de financement sur projets approuvés (note 3.5 à 3.7) | 3 606 729 | 3 838 896 |
| II | Engagements de garanties | | |
| | a) Garanties au titre de prêts accordés par des tiers | 11 126 | 10 540 |
| | b) Garanties données en assignation d'IRS | 645 704 | 611 364 |
| | Engagements reçus | | |
| III | Engagements de garanties | 11 222 | 10 636 |
| | Opérations sur instruments financiers à terme (notes 2.9 et 13) | | |
| IV | Instruments de taux d'intérêt | 7 449 936 | 6 194 805 |
| V | Instruments de devise | 4 722 934 | 5 362 169 |

*Les notes annexes font partie intégrante des Etats financiers.*

Etats financiers

# Compte de résultat au 31.12.1999

*en milliers d'EUR*

| Postes | | 1999 | 1998 |
|---|---|---|---|
| 1 | Intérêts et produits assimilés (notes 14.1 et 14.2) | 1 319 154 | 1 187 861 |
| 2 | Intérêts et charges assimilées (note 14.3) | (1 213 297) | (1 092 631) |
| | Intérêts et produits assimilés nets | 105 867 | 95 230 |
| 3 | Revenus des titres à revenu variable | 45 | 42 |
| 4 | Commissions perçues | - | - |
| 5 | Commissions versées | (155) | (300) |
| 6 | Résultat provenant des opérations financières (note 14.4) | 818 | (221) |
| 7 | Autres produits d'exploitation | 117 | 148 |
| 8 | Autres charges d'exploitation | (423) | (261) |
| | Produit bancaire | 106 259 | 94 638 |
| | *Charges générales d'exploitation* | *(16 648)* | *(15 837)* |
| 9 | Frais de personnel (note 15) | (9 815) | (9 643) |
| 10 | Autres frais administratifs (note 15) | (5 185) | (4 710) |
| 11 | Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporel | (1 648) | (1 484) |
| | Résultat d'exploitation | 89 611 | 78 801 |
| 12 | Corrections de valeur sur créances | 1 797 | 2 587 |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE | 91 408 | 81 388 |

*Les notes annexes font partie intégrante des Etats financiers.*

# Etat des flux de trésorerie au 31.12.1999

*en milliers d'EUR*

| | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION | | |
| Résultat de l'exercice | 91 408 | 81 388 |
| Ajustements : | | |
| Corrections de valeur | 3 017 | 170 |
| Variation des intérêts et commissions à recevoir | (124 325) | (154 990) |
| Variation des intérêts et commissions à payer | 126 614 | 153 879 |
| Surcote des titres d'investissement | 2 442 | 1 875 |
| *Résultat ajusté :* | *99 156* | *82 322* |
| Versements des prêts | (1 711 727) | (1 056 039) |
| Remboursements des prêts | 703 544 | 539 352 |
| *Flux net des prêts :* | *(1 008 183)* | *(516 687)* |
| *Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation* | *(909 027)* | *(434 365)* |
| FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | | |
| Variation du portefeuille titres | (129 420) | (403 150) |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles | (3 770) | (1 900) |
| Variation des autres actifs | (93) | 172 |
| *Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissements* | *(133 283)* | *(404 878)* |
| FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | |
| Souscriptions au capital et réserves | 3 219 | 9 158 |
| Emissions d'emprunts | 2 465 719 | 2 870 779 |
| Remboursements d'emprunts | (2 391 406) | (1 427 054) |
| Variation des emprunts à court terme | 241 666 | (171 969) |
| Variation des échanges de devises à livrer et à recevoir | 40 468 | 41 492 |
| Variation des autres passifs | 55 670 | 5 535 |
| *Flux de trésorerie net provenant des activités de financements* | *415 336* | *1 327 941* |
| LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | 1 556 170 | 1 058 979 |
| Flux de trésorerie net provenant des : | | |
| - activités d'exploitation | (909 027) | (434 365) |
| - activités d'investissement | (133 283) | (404 878) |
| - activités de financement | 415 336 | 1 327 941 |
| Variation de change sur les liquidités et équivalents de liquidités | 97 886 | 8 493 |
| *Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités* | *(529 088)* | *497 191* |
| LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS À LA FIN DE L'EXERCICE (1) | 1 027 082 | 1 556 170 |

*(1) Créances et dettes sur les établissements de crédit, à vue et à terme lorsque celles-ci arrivent à échéance dans moins de trois mois.*
*(2) Les notes annexes font partie intégrante des Etats financiers.*

# Notes annexes aux Etats financiers au 31 décembre 1999

## Note 1 : Objectifs de la Banque

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une institution financière multilatérale de développement, créée en 1956, qui a pour objectif prioritaire d'aider à résoudre les problèmes sociaux que pose ou peut poser aux pays européens la présence de réfugiés, de personnes déplacées ou de migrants résultant de mouvements de réfugiés ou d'autres mouvements forcés de populations ainsi que de la présence de victimes de catastrophes naturelles ou écologiques.
Les projets d'investissement auxquels concourt la Banque peuvent viser soit à aider ces personnes dans le pays où elles se trouvent, soit à leur permettre de retourner dans leur pays d'origine lorsque les conditions d'un tel retour sont réunies, soit, le cas échéant, à s'installer dans un autre pays d'accueil. Ces projets doivent être agréés par un membre de la Banque.
La Banque peut également concourir à la réalisation de projets d'investissement agréés par un membre de la Banque permettant la création d'emplois dans des régions défavorisées, le logement de populations à bas revenus, ou la réalisation d'infrastructures sociales.
La politique de la Banque, similaire à celle des autres institutions financières multilatérales, consiste à ne pas rééchelonner les intérêts ou le capital des prêts et à ne pas participer à des accords de rééchelonnement de dettes.
Le siège social de la Banque est à Strasbourg, France et l'administration centrale à Paris, France.

## Note 2 : Résumé des principes comptables essentiels

### 2.1 - Normes et principes comptables

Les Etats financiers ont été établis de manière générale en conformité avec les normes internationales promulguées par l'International Accounting Standards Committee (IASC) et avec les principes généraux préconisés par la Directive de l'Union Européenne (86/635/CEE) "Directive du Conseil concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers".
Les actifs et passifs sont, sauf spécification contraire, enregistrés selon la méthode du coût historique.

### 2.2 - Conversion des éléments en devises

Conformément à l'article IV (1) de son Statut, la Banque utilise l'euro comme monnaie de référence pour les comptes de capital des pays membres et pour l'établissement de ses Etats financiers.
En cours d'exercice, les opérations sont enregistrées dans leur monnaie d'origine.
Les actifs et les passifs sont convertis en euros, au cours en vigueur à la date de clôture des comptes.
Les profits ou pertes de change résultant de la conversion des actifs et des passifs sont portés au compte de résultat (poste 6 "Résultat provenant des opérations financières").

Les comptes ont été établis en euros sur la base des cours de change suivants au 31.12.1999 :

| Devises | Cours des devises contre EUR | Devises | Cours des devises contre EUR |
|---|---|---|---|
| Couronne danoise (DKK) | 7,4433 | Forint hongrois (HUF) | 254,7 |
| Couronne islandaise (ISK) | 72,8483 | Franc suisse (CHF) | 1,6051 |
| Couronne norvégienne (NOK) | 8,0765 | Kuna croate (HRK) | 7,6782 |
| Couronne suédoise (SEK) | 8,5625 | Litas lituanienne (LTL) | 4,018 |
| Couronne tchèque (CZK) | 36,103 | Livre chypriote (CYP) | 0,57667 |
| Dollar australien (AUD) | 1,5422 | Livre maltaise (MTL) | 0,4147 |
| Dollar canadien (CAD) | 1,4608 | Livre sterling (GBP) | 0,6217 |
| Dollar Hong Kong (HKD) | 7,8062 | Livre turque (TRL) | 541 270 |
| Dollar néo-zélandais (NZD) | 1,9357 | Rand Sud-Africain (ZAR) | 6,1768 |
| Dollar Singapour (SGD) | 1,6726 | Tolar slovène (SIT) | 198,9055 |
| Dollar Taiwan (TWD) | 31,516 | Yen japonais (JPY) | 102,73 |
| Dollar US (USD) | 1,0046 | Zloty polonais (PLN) | 4,1587 |
| Drachme (GRD) | 330,3 | EUR | 1 |

## 2.3 - Portefeuille-titres

2.3.1 Titres de transaction

Les titres de transaction sont acquis et détenus en vue d'une revente à court terme. Ils sont évalués à leur prix de marché. Les gains et pertes réalisés et latents issus de la réévaluation sont portés au compte de résultat.

2.3.2 Titres d'investissement

Ces titres sont acquis avec l'intention de les détenir jusqu'à échéance. Ils sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, corrigés de l'amortissement linéaire des surcotes et des décotes constatées à l'achat et ce, prorata temporis jusqu'à l'échéance.

2.3.3 Titres de placement

Les titres autres que les titres de transaction et d'investissement sont considérés comme des titres de placement. Les titres de placement sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Les dépréciations font l'objet d'une provision.

## 2.4 - Prêts

Les prêts sont enregistrés à leur valeur nominale. Les primes d'émission reçues ou payées lors de l'octroi de ces prêts sont amorties linéairement sur la durée du prêt.

Pour les échéances impayées depuis plus de 90 jours, une provision à 100 % des intérêts est constituée.

Des provisions spécifiques, comptabilisées en diminution des créances inscrites à l'actif sont constituées lorsque celles-ci présentent un risque de non recouvrement partiel ou total du capital et des intérêts.

## 2.5 - Actifs corporels et incorporels

Ces actifs sont enregistrés à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet d'un amortissement calculé selon le mode linéaire sur une période correspondant à leur durée probable d'utilisation.

## 2.6 - Dettes représentées par un titre

Les emprunts obligataires sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les primes reçues ou payées et les frais d'émissions sont amortis linéairement sur la durée de l'emprunt.

## 2.7 - Fonds pour Risques Bancaires Généraux (F.R.B.G. / Fonds de ducroire)

En conformité avec la Directive Européenne 86/635, le Fonds pour Risques Bancaires Généraux (F.R.B.G./ Fonds de ducroire) est destiné à faire face aux risques éventuels non identifiés à ce jour et relatifs aux opérations de prêts, activités de portefeuille et instruments financiers à terme. Il est inscrit distinctement au passif du bilan.

Par dérogation aux normes IASC, les mouvements éventuels du FRBG sont enregistrés par le compte de résultat (dotation/reprise)

## 2.8 - Fonds de Pensions

Le régime de pensions de la Banque est un régime à prestations définies. Ce régime est financé par des cotisations versées à la fois par la Banque et les agents. Tous les flux qui se rapportent à ce régime sont enregistrés dans un compte de provision distinct inscrit au passif du bilan de la Banque.

Les engagements relatifs aux prestations de retraite sont évalués une fois par an selon la norme IAS 19 (révisée en 1998) en utilisant la méthode "projected unit credit method", cela afin de s'assurer que la provision constituée est adéquate. Cette évaluation est réalisée par un actuaire indépendant.

## 2.9 - Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sur instruments financiers comprennent des instruments de taux d'intérêt (des contrats d'échanges de taux d'intérêt, des FRA, des Futures, des caps, des floors, des options de taux et des swaptions) et des instruments de cours de change (contrats d'échange de devises, contrats de change à terme et options de change). Ces opérations sont évaluées selon la finalité de l'opération :

a - Opérations de couverture
Les pertes et les gains constatés sur l'instrument de couverture sont enregistrés de manière symétrique aux pertes ou aux gains constatés sur l'élément couvert. Les primes payées ou reçues sont amorties sur la durée de vie de l'instrument couvert
b - Autres opérations
Les contrats conclus dans le cadre du portefeuille de transaction sont évalués à leur valeur de marché. Les gains ou pertes latents et réalisés sont portés au compte de résultat.

## 2.10 - Compte Fiduciaire Sélectif (CFS)

Le Conseil d'administration, par sa Résolution 1380 du 08.12.1995, vu la Résolution 279 (1994) du Conseil de direction et conformément à l'article VII, Section 3 du nouveau Statut, a décidé la création d'un compte permanent fiduciaire dénommé Compte Fiduciaire Sélectif (CFS) ayant les caractéristiques suivantes :
- 1. Le compte a pour objet l'octroi de bonifications d'intérêts des prêts consentis par la Banque pour les projets qui correspondent aux objectifs prioritaires de la Banque, qui présentent un caractère social marqué (catastrophes naturelles et manifestations de guerre ainsi que migrations) et qui concernent des régions à faible revenu dans les pays pauvres, et particulièrement dans les pays d'Europe centrale et orientale.
- 2. Le principe de fonctionnement de ce compte est basé exclusivement sur les bonifications d'intérêts. Il couvre le différentiel de taux d'intérêt entre le taux habituellement pratiqué par la Banque et le taux remboursé par l'emprunteur.
- 3. Le compte est alimenté par :
  3.1 des contributions de la Banque à partir d'un prélèvement sur les résultats annuels ; ces prélèvements n'ont aucun caractère automatique; ils sont décidés par le Conseil d'administration
  3.2 des contributions volontaires des Etats membres de la Banque
  3.3 des contributions volontaires des Etats membres du Conseil de l'Europe
  3.4 des contributions volontaires des Etats non membres du Conseil de l'Europe ou des institutions internationales, après accord du Conseil de direction et du Conseil d'administration .
- 4. Toute proposition de bonification, exprimée en points de base et en montant en euro est calculée suivant des caractéristiques de prêts standard. Cette bonification est indiquée dans la demande de prêt (Fonds/projet) soumise par le Gouverneur au Conseil d'administration pour approbation (Résolution du CA 1437 (1999), point 6.5, item 2).
La valeur en euro de la bonification retenue est celle du jour de décaissement du prêt.
Ce compte fait l'objet d'une comptabilité distincte (Note 16).

## 2.11 - Régime fiscal

Le Troisième Protocole additionnel à l'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe stipule que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque sont exonérés de tous impôts directs.

## 2.12 - Présentation des Etats Financiers 1999

Changement de présentation :
Par sa Résolution 1429/1998, le Conseil d'administration de la Banque a décidé que les actifs du régime de pensions seraient gérés par la Banque elle-même et non plus par un gestionnaire extérieur.
Ces engagements étaient auparavant matérialisés au sein du Fonds Autonome de Pensions (FAP) dont les états financiers étaient présentés en annexe des Etats financiers de la Banque.
Ces actifs pouvaient être considérés comme des placements directs de la CEB, le FAP ne disposant pas de la personnalité juridique. Les actifs ont été cédés.
La CEB a réinvesti les fonds rendus disponibles en titres classés en titres d'investissement.
En contrepartie des actifs intégrés au portefeuille d'investissement, la Banque a comptabilisé une provision pour risques et charges afin de prendre en compte ses engagements en matière de retraite. La constatation de cette provision n'a pas eu d'impact sur le résultat de la Banque.
Le détail de cette provision est présentée dans la Note 17.

# Note 3 : Créances

## Note 3.1 : Créances sur les établissements de crédit, par nature

*en milliers d'EUR*

| (ACTIF, POSTE 2) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| Comptes à vue | 2 987 | 2.239 |
| Créances rattachées | - | - |
| *Sous-total* | *2 987* | *2 239* |
| Comptes à terme (dépôts) | 1 043 638 | 1 553 971 |
| Créances rattachées | 8 427 | 6 227 |
| *Sous-total* | *1 052 065* | *1 560 198* |
| Total dépôts à vue et à terme (1) | 1 055 052 | 1 562 437 |
| Prêts ordinaires | 4 165 872 | 3 103 125 |
| Prêts bonifiés par CFS (*) | 3 470 | 639 |
| Prêts sociaux (**) | 658 | 825 |
| Créances rattachées | 53 224 | 48 340 |
| Provisions | (71) | (217) |
| Total prêts ordinaires et sociaux (2) | 4 223 153 | 3 152 712 |
| TOTAL (1+2) | 5 278 205 | 4 715 149 |

*(*) Prêts bonifiés selon la procédure du Compte Fiduciaire Sélectif (CFS) (voir les Notes 2.10 et 16).*
*(**) Les prêts sociaux sont octroyés au taux de 1 %.*

## Note 3.2 : Créances sur la clientèle, par nature

*en milliers d'EUR*

| (ACTIF, POSTE 3) | 31.12.99 | | | | 31.12.98 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prêts ordinaires | Prêts CFS (*) | Prêts sociaux (**) | Total | Prêts ordinaires | Prêts sociaux | Prêts CFS | Total |
| Encours | 3 477 531 | 82 355 | 13 584 | 3 573 470 | 3 277 851 | 15 211 | 4 902 | 3 297 964 |
| Créances rattachées | 45 548 | 635 | 35 | 46 218 | 40 446 | 41 | 49 | 40 536 |
| Echéances impayées (***) | 46 770 | | | 46 770 | 45 366 | | | 45 366 |
| Provisions | (48 432) | | | (48 432) | (50 082) | | | (50 082) |
| TOTAL | | | | 3 618 026 | | | | 3 333 784 |

*(*) Prêts bonifiés selon la procédure du Compte Fiduciaire Sélectif (CFS) (voir les Notes 2.10 et 16).*
*(**) Les prêts sociaux sont octroyés au taux de 1 %.*
*(***) Les échéances impayées sont intégralement provisionnées.*

## Note 3.3 : Encours de prêts, par catégorie d'emprunteurs

*en milliers d'EUR*

| (ACTIF, POSTES 2 et 3) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| 1) Etablissements de crédit | 4 170 000 | 3 104 590 |
| 2) Clientèle | | |
| Etats membres | 3 179 423 | 3 042 462 |
| Etats non membres | 5 244 | 2 742 |
| Etablissements publics d'Etats membres | 387 856 | 250 068 |
| Etablissements publics d'Etats non membres | 947 | 2 547 |
| Autres institutions | 0 | 145 |
| | 3 573 470 | 3 297 964 |
| TOTAL (1 et 2) (**) | 7 743 470 | 6 402 554 |

*(*) Hors créances rattachées, échéances impayées et provisions.*

*(**) Au 31.12.99, les prêts par type de taux d'intérêt pratiqués se répartissent de la manière suivante :*

*Prêts à taux fixe : KEUR 4 902 550 (KEUR 4 696 133 au 31.12.98)*
*Prêts à taux variable : KEUR 2 840 920 (KEUR 1 706 421 au 31.12.98)*
*TOTAL 31.12.99 : KEUR 7 743 470 (KEUR 6 402 554 : TOTAL 31.12.98).*

## Note 3.4 : Encours des prêts, par devise*

*en milliers d'EUR*

| (ACTIF, POSTES 2 et 3) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| EUR | 5 820 533 | 4 551 964 |
| USD | 990 534 | 767 988 |
| JPY | 657 905 | 711 129 |
| CHF | 274 498 | 371 473 |
| TOTAL | 7 743 470 | 6 402 554 |

*(*) Hors créances rattachées, échéances impayées et provisions.*

## Note 3.5 : Encours des prêts et engagements de financement, par pays (*)

*en milliers d'EUR*

| (ACTIF, POSTES 2 et 3) | 31.12.99 | | | 31.12.98 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Pays | Engagement de financement (Hors Bilan, Poste 1) | Encours | % | Engagement de financement (Hors Bilan, Poste 1) | Encours | % |
| Turquie | 218 930 | 1 830 683 | 23,64 | 303 970 | 1 861 430 | 29,07 |
| Allemagne(**) | 365 703 | 1 453 740 | 18,77 | 615 468 | 1 202 175 | 18,78 |
| Espagne | 617 429 | 1 371 687 | 17,71 | 606 712 | 759 165 | 11,86 |
| Grèce | 507 509 | 988 827 | 12,77 | 800 751 | 802 310 | 12,53 |
| Italie | 704 382 | 783 258 | 10,12 | 618 408 | 844 555 | 13,19 |
| Chypre | 498 888 | 493 901 | 6,38 | 413 571 | 468 022 | 7,31 |
| France | 309 603 | 423 316 | 5,47 | 156 705 | 271 677 | 4,24 |
| Finlande | 25 190 | 113 977 | 1,47 | 92 382 | 40 283 | 0,63 |
| Belgique | 5 723 | 99 038 | 1,28 | 43 104 | 56 321 | 0,88 |
| Malte | 62 732 | 55 319 | 0,71 | 58 911 | 53 347 | 0,83 |
| Pologne (**) | 53 946 | 38 169 | 0,49 | | | |
| Hongrie (**) | 60 000 | 20 000 | 0,26 | | | |
| Croatie (**) | 16 979 | 15 326 | 0,20 | 32 938 | 975 | 0,02 |
| Islande | 35 102 | 13 000 | 0,17 | 31 453 | 13 000 | 0,20 |
| Roumanie (**) | 43 345 | 12 229 | 0,16 | 31 828 | 188 | 0,01 |
| Portugal | 8 975 | 10.211 | 0,13 | 10 475 | 14 931 | 0,23 |
| Bosnie et Herzégovine (**) | | 4 977 | 0,06 | 2 571 | 2 742 | 0,04 |
| Lituanie (**) | 11 052 | 4 326 | 0,06 | 7 714 | 2 999 | 0,05 |
| Saint-Marin | 1 162 | 3 228 | 0,04 | | 2 582 | 0,04 |
| Bulgarie | 7 963 | 2 986 | 0,04 | 6 857 | 2 571 | 0,04 |
| Slovénie (**) | 48 281 | 2 906 | 0,04 | 5 079 | 233 | 0,00 |
| "L'Ex République Yougoslave de Macédoine" | 3 835 | 1 418 | 0,02 | | 501 | 0,01 |
| Rép. Fed. Yougoslavie (***) | | 948 | 0,01 | | 2 547 | 0,04 |
| TOTAL | 3 606 729 | 7 743 470 | 100,00 | 3 838 897 | 6 402 554 | 100,00 |

*(*) Hors créances rattachées, échéances impayées et provisions.*

*(**) Voir la Note 16 : Compte Fiduciaire Sélectif.*

*(***) La République Fédérale de Yougoslavie n'est pas membre de la Banque. Cet encours représente sa quote part dans les dettes de l'Ex-Yougoslavie, membre associé de la Banque du 15/01/1986 au 22/10/1991.*

## Note 3.6 : Encours des prêts et engagements de financement, par domaine d'intervention(*)

*en milliers d'EUR*

| (ACTIF, POSTES 2 et 3) | 31.12.99 | | | 31.12.98 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Domaine d'intervention ** Selon la Résolution 1424 (97) | Engagement de financement (Hors Bilan) | Encours | % | Engagement de financement (Hors Bilan) | Encours | % |
| A) Domaines prioritaires : | | | | | | |
| Aide aux réfugiés et aux migrants | 30 948 | 772 352 | 9,97 | 46 431 | 749 250 | 11,70 |
| Aide aux régions frappées par des catastrophes naturelles ou écologiques | 473 761 | 676 120 | 8,73 | 504 603 | 474 261 | 7,41 |
| B) Autres domaines | | | | | | |
| PME | 364 223 | 970 129 | 12,53 | 253 569 | 1 038 863 | 16,23 |
| Logement social | 462 614 | 1 589 715 | 20,53 | 649 479 | 1 085 457 | 16,95 |
| Santé | 456 487 | 501 773 | 6,48 | 481 811 | 367 643 | 5,74 |
| Infrastructures sociales | | | 0,00 | | | 0,00 |
| Education | 477 153 | 911 204 | 11,77 | 649 622 | 689 144 | 10,76 |
| Formation professionnelle | 0 | 65 160 | 0,84 | 0 | 65 160 | 1,02 |
| Protection de l'environnement | 512 939 | 677 961 | 8,76 | 568 399 | 365 444 | 5,71 |
| Modernisation rurale | 629 097 | 1 049 003 | 13,55 | 562 735 | 975 866 | 15,24 |
| Création d'infrastructures | 106 170 | 451 535 | 5,83 | 91 803 | 551 406 | 8,61 |
| Amélioration de la qualité de vie en milieu urbain défavorisé | 71 172 | 69 096 | 0,89 | 30 444 | 40 060 | 0,63 |
| Patrimoine historique | 22 165 | 9 422 | 0,12 | | | |
| TOTAL | 3 606 729 | 7 743 470 | 100,00 | 3 838 896 | 6 402 554 | 100,00 |

*(*) Hors créances rattachées, échéances impayées et provisions.*

*(**) La répartition par secteur des encours relatifs aux programmes sectoriels multi-projets (PSM) est réalisée par l'application des pourcentages statistiques prévus lors de l'approbation de chaque projet.*

## Note 3.7 : Engagements de financement

*en milliers d'EUR*

| (HORS BILAN, POSTE 1) | Année 97 et antérieures | Année 98 | Année 99 | Total |
|---|---|---|---|---|
| | (a) | (b) | (c) | (a) + (b) + (c) |
| Projets avec accords cadre signés (1) | 732 828 | 769 886 | 454 447 | 1 957 161 |
| Projets hors accords cadre (2) | 1 112 925 | 523 282 | 13 361 | 1 649 568 |
| SOUS-TOTAL | 1 845 753 | 1 293 168 | 467 808 | 3 606 729 |

*(1) La Banque est engagée juridiquement dès la signature d'un accord cadre.*

*(2) Projets ayant fait l'objet d'au moins un financement.*

# Note 4 : Portefeuille Titres

## Note 4.1 : Effets publics et valeurs assimilées

*en milliers d'EUR*

| | 31.12.99 | | | | 31.12.98 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (ACTIF, POSTE 4) | Transaction | Placement | Investissement | Total | Transaction | Placement | Investissement | Total |
| Titres détenus | - | - | 451 635 | 451 635 | - | 0 | 428 182 | 428 182 |
| Créances rattachées | - | - | 21 965 | 21 965 | - | 0 | 17 624 | 17 624 |
| Total brut | - | - | 473 600 | 473 600 | - | 0 | 445 806 | 445 806 |
| Provisions | | - | - | - | | - | - | - |
| Total net (1) | - | - | 473 600 | 473 600 | - | 0 | 445 806 | 445 806 |
| Plus ou moins values latentes (2) | - | - | 4 323 | 4 323 | - | - | 41 075 | 41 075 |
| Prix de remboursement moins valeur nette comptable | - | - | (12 159) | (12 159) | - | - | (12 604) | (12 604) |

*1) Le montant total de la valeur nette comptable de ces titres représente des obligations et des fonds d'Etats émis par des pays ou des institutions assimilées (de rating AAA ou AA) au 31.12.99 et au 31.12.98.*

*2) Différence entre valeur de marché au 31.12.99 ou au 31.12.98 et valeur d'acquisition.*

## Note 4.2 : Obligations et autres titres à revenu fixe

*en milliers d'EUR*

| | 31.12.99 | | | | 31.12.98 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| (ACTIF, POSTE 5) | Transaction | Placement | Investissement | Total | Transaction | Placement | Investissement | Total |
| Emetteurs publics | - | 95 720 | 217 696 | 313 416 | - | 51 680 | 223 082 | 274 762 |
| Autres émetteurs | - | 1 693 474 | 560 780 | 2 254 254 | - | 1 449 374 | 469 530 | 1 918 904 |
| Créances rattachées | - | 29 027 | 27 682 | 56 709 | - | 18 706 | 24 603 | 43 309 |
| Total brut | - | 1 818 221 | 806 158 | 2 624 379 | - | 1 519 760 | 717 215 | 2 236 975 |
| Provisions | | (259) | - | (259) | - | (248) | - | (248) |
| Total net (1) | - | 1 817 962 | 806 158 | 2 624 120 | - | 1.519 512 | 717 215 | 2 236 727 |
| Plus ou moins values latentes (2) | - | 9 665 | 39 369 | 49 034 | - | 8 510 | 56 967 | 65 477 |
| Prix de remboursement moins valeur nette comptable | - | 13 342 | (2 799) | 10 543 | - | 21 575 | (5 457) | 16 118 |

*1) Le montant total de la valeur nette comptable des titres cotés et des titres non cotés est respectivement de KEUR 1 381 156 et de KEUR 1 186 514 (contre KEUR 764 040 et KEUR 1 429 626 au 31.12.98).*

*2) Différence entre valeur de marché au 31.12.99 ou au 31.12.98 et valeur d'acquisition.*

## Note 4.3 : Actions et autres titres à revenu variable

*en milliers d'EUR*

| (ACTIF, POSTE 6) | 31.12.99 Placement | 31.12.98 Placement |
|---|---|---|
| Titres détenus | 1 463 | 1 463 |
| Créances rattachées | 11 | 10 |
| Total brut | 1 474 | 1 473 |
| Provisions | (719) | (786) |
| Total net (1) | 755 | 687 |
| Plus-values latentes (2) | 57 | 53 |

*1) Le montant total de la valeur nette comptable des titres cotés et des titres non cotés est respectivement de KEUR 97 et de KEUR 647 (contre KEUR 96 et 508 au 31.12.98).*

*2) Différence entre valeur de marché au 31.12.99 ou au 31.12.98 et valeur d'acquisition.*

## Note 5 : Immobilisations Corporelles et incorporelles

*en milliers d'EUR*

| A - ACTIF, POSTES 7 et 8 | 31.12.98 | "Variations de l'exercice" | 31.12.99 |
|---|---|---|---|
| VALEUR BRUTE | | | |
| 1) Immobilisations incorporelles | | | |
| Logiciels et progiciels | 1 778 | (221) | 1 557 |
| Immobilisations en cours | 489 | 193 | 682 |
| Total A1 | 2 267 | (28) | 2 239 |
| 2) Immobilisations corporelles | | | |
| Immeubles d'exploitation | 8 597 | 2 076 | 10 673 |
| Aménagements, agencements, installations | 3 867 | 1 835 | 5 702 |
| Autres immobilisations corporelles | 2 431 | 307 | 2 738 |
| Immobilisations en cours | 504 | (420) | 84 |
| Total A2 | 15 399 | 3 798 | 19 197 |
| **B - AMORTISSEMENT/DEPRECIATION** | **31.12.98** | **Dotations de l'exercice** | **31.12.99** |
| 1) Immobilisations incorporelles | | | |
| Logiciels et progiciels | 844 | 30 | 874 |
| Total B1 | 844 | 30 | 874 |
| 2) Immobilisations corporelles | | | |
| Immeubles d'exploitation | 3 003 | 378 | 3 381 |
| Aménagements, agencements, installations | 1 851 | 438 | 2 289 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 332 | 215 | 1 547 |
| Total B2 | 6.186 | 1 031 | 7 217 |
| VALEUR NETTE COMPTABLE DES ACTIFS INCORPORELS (A1-B1) | 1 423 | (58) | 1 365 |
| VALEUR NETTE COMPTABLE DES ACTIFS CORPORELS (A2-B2) | 9 213 | 2 767 | 11 980 |

## Note 6 : Etat des souscriptions au capital au 31.12.1999

En accord avec le Statut, peuvent devenir Membres :
- Tous les Etats membres du Conseil de l'Europe,
- Autres gouvernements sur autorisation du Conseil de direction.

L'affiliation est acquise par l'acceptation du Statut et par la souscription de titres de participation.
Ces derniers sont émis pour une valeur nominale unitaire de 1 000 EUR
Chaque membre a droit à un vote pour chaque titre de participation détenu.

*en milliers d'EUR*

| (ACTIF, POSTE 9 et PASSIF, POSTE 9) | Capital souscrit | Capital non appelé | Capital appelé appelé (c) | | Réserves à recevoir | Capital appelé non-versé et réserves à recevoir |
|---|---|---|---|---|---|---|
| PAYS | (a) | (b) | Versé (1) au 31.12.99 (c1) | Non versé (c2) | (d) | e=c2+d |
| Allemagne | 237 083 | 210 904 | 26 180 | | | |
| France | 237 083 | 210 904 | 26 180 | | | |
| Italie | 237 083 | 210 904 | 26 180 | | | |
| Espagne | 154 624 | 137 550 | 17 074 | | | |
| Turquie | 100 527 | 89 427 | 11 099 | | | |
| Pays-Bas | 51 471 | 45 786 | 5 684 | | | |
| Belgique | 42 541 | 37 845 | 4 696 | | | |
| Grèce | 42 541 | 37 845 | 4 696 | | | |
| Portugal | 36 030 | 32 052 | 3 978 | | | |
| Suède | 36 030 | 32 052 | 3 978 | | | |
| Pologne | 33 205 | 29 539 | 1 833 | 1 833 | 994 | 2 827 |
| Danemark | 23 214 | 20 649 | 2 565 | | | |
| Suisse | 23 214 | 15 998 | 7 216 | | | |
| Finlande | 18 067 | 16 072 | 1 995 | | | |
| Norvège | 18 067 | 16 072 | 1 995 | | | |
| Bulgarie | 16 170 | 14 385 | 1 785 | | | |
| Roumanie | 15 511 | 13 799 | 1 712 | | | |
| Hongrie | 11 595 | 10 315 | 640 | 640 | 262 | 902 |
| République Tchèque (2) | 11 142 | 9 912 | 308 | 922 | 497 | 1 419 |
| Luxembourg | 8 992 | 8 000 | 992 | | | |
| Croatie | 5 534 | 4 923 | 458 | 153 | 62 | 215 |
| Chypre | 5 147 | 4 579 | 568 | | | |
| Slovaquie | 4 908 | 4 366 | 136 | 407 | 219 | 626 |
| Albanie (2) (5) | 3 465 | 3 083 | 383 | | | |
| Lettonie (4) | 3 316 | 2 950 | 92 | 275 | 164 | 439 |
| Estonie | 3 294 | 2 930 | 364 | | | |
| "L'Ex-République Yougoslave de Macédoine" | 3 294 | 2 930 | 182 | 182 | 74 | 256 |
| Moldova (3) | 3 294 | 2 930 | | 364 | 197 | 561 |
| Lituanie | 3 259 | 2 899 | 360 | | | |
| Slovénie | 3 183 | 2 832 | 351 | | | |
| Islande | 2 626 | 2 337 | 289 | | | |
| Malte | 2 626 | 2 336 | 290 | | | |
| Saint-Marin | 1 260 | 1 000 | 260 | | | |
| Liechtenstein | 1 260 | 897 | 363 | | | |
| Saint-Siège | 35 | 17 | 18 | | | |
| TOTAL AU 31.12.99 | 1 400 693 | 1 241 018 | 154 900 | 4 775 | 2 469 | 7 244 |
| TOTAL AU 31.12.98 | 1 386 086 | 1 228 024 | 151 960 | 6 102 | 3 053 | 9 155 |
| Variation | 14 607 | 12 994 | 2 940 | (1 327) | (584) | (1 911) |

*(1) Par versement effectif et par incorporation des réserves.*

*(2) Pays devenus membres en 1999.*

*(3) Les versements de la Moldova ( EUR 280 500) sont en attente de paiement depuis le 4 juin 1998 et 4 juin 1999.*

*(4) Le versement de la Lettonie (EUR 146 250) a été effectué le 11 janvier 2000.*

*(5) L'adhésion de l'Albanie a été entièrement financée par la CEB et par les contributions volontaires de certains pays dont le détail figure dans la Note 16.*

## Note 7 : Réserve au 31.12.99

*en milliers d'EUR*

| (PASSIF, POSTE 8) | Réserve générale |
|---|---|
| Situation des comptes au 31.12.98 | 670 805 |
| Affectation du résultat 98 (*) | 76 389 |
| République Tchèque (**) | 662 |
| Albanie (**) (***) | 1 478 |
| Situation des comptes au 31.12. 99 | 749 334 |

*(*) Le Conseil d'administration a décidé d'affecter un montant de EUR 76 388 422 du bénéfice net de l'exercice 1998 à la Réserve Générale. (Résolution 1433 (1999) du 25.03.99).*

*(**) Pays devenu membre en 1999.*

*(***) L'adhésion en 1999 de l'Albanie a été financée par la CEB et par les contributions volontaires de certains pays dont le détail figure sur la Note 16.*

## Note 8 : Autres actifs et Comptes de régularisation

*en milliers d'EUR*

| | | |
|---|---|---|
| Débiteurs divers | 3 400 | 3 107 |
| Instruments conditionnels achetés | 998 | 1 199 |
| Valorisation de coupons sur emprunts perpétuels (*) | - | - |
| TOTAL AUTRES ACTIFS | 4 398 | 4 306 |
| Produits à recevoir | 353 997 | 273 697 |
| Comptes d'ajustement sur devises | 202 515 | 0 |
| Charges à répartir | 78 622 | 65 137 |
| Charges constatées d'avance | 4 100 | 1 121 |
| Autres comptes de régularisation | 221 | 242 |
| TOTAL COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF | 639 455 | 340 197 |

## Note 9 : Dettes

### Note 9.1 : Dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle, par nature

*en milliers d'EUR*

| (PASSIF, POSTE 1) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit : | | |
| Comptes à vue | 162 | 83 |
| Dettes à terme | 19 500 | 6 848 |
| Dettes rattachées | 4 | 14 |
| Total | 19 666 | 6 945 |
| Dettes envers la clientèle : | | |
| Dettes à terme | 62 406 | 0 |
| Dettes rattachées | 1 022 | 0 |
| TOTAL | 63 428 | 0 |

## Note 9.2 : Dettes représentées par un titre, par nature

*en milliers d'EUR*

| (PASSIF, POSTE 2) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| Emprunts obligataires | 10 019 366 | 9 046 167 |
| Euro Commercial Paper | 544 275 | 263 039 |
| Emprunts perpétuels (*) | 126 811 | 126 600 |
| Sous-total | 10 690 452 | 9 435 806 |
| Dettes rattachées | 359 949 | 293 175 |
| TOTAL | 11 050 401 | 9 728 981 |

*(*) L'encours au 31.12.99 est constitué d'un emprunt de CHF 203 545 000 (EUR : 126 811 413) à taux fixe de 5,50 % par an.*

## Note 9.3 : Dettes représentées par un titre, par devise (*)

*en milliers d'EUR*

| (PASSIF, POSTE 3) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| EUR | 4 615 857 | 3 939 093 |
| USD | 3 899 320 | 2 763 394 |
| JPY | 1 057 992 | 1 386 931 |
| HKD | 448 362 | 769 410 |
| CHF | 220 264 | 313 193 |
| TWD | 190 379 | - |
| CAD | 68 456 | 55 367 |
| ZAR | 65 163 | 58 769 |
| GRD | 60 660 | 45 497 |
| SEK | 32 117 | 28 984 |
| PLN | 18 034 | 18 340 |
| CZK | 13 849 | 56 828 |
| TOTAL | 10 690 452 | 9 435 806 |

*(*) Hors dettes rattachées.*

## Note 10 : Autres passifs et Comptes de régularisation

*en milliers d'EUR*

| (PASSIF, POSTES 4 et 5) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| Créditeurs divers | 1 575 | 627 |
| Dépôt de garantie reçus (*) | 60 386 | 5 640 |
| Total Autres passifs | 61 961 | 6 267 |
| Produits constatés d'avance | 72 121 | 54 659 |
| Charges à payer | 181 019 | 140 223 |
| Comptes d'ajustement sur devises | 0 | 64 304 |
| Autres comptes de régularisation | 3 790 | 3 299 |
| Total Comptes de régularisation Passif | 256 930 | 262 485 |

*(*) Ces dépôts représentent les opérations dites collatérales.*

## Note 11 : Total du bilan libellé en monnaies étrangères

*en milliers d'EUR*

| | ACTIF | | | | PASSIF | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 31.12.99 | | 31.12.98 | | 31.12.99 | | 31.12.98 | |
| EURO | 8 593 922 | 67,9 % | 3 439 832 | 30,0 % | 6 178 299 | 48,8 % | 2 371 997 | 21,4 % |
| Devises "IN" | | | 3 609 844 | 30,0 % | | | 2 944 995 | 26,5 % |
| Sous - total | 8 593 922 | 67,9 % | 7 049 676 | 60,0 % | 6 178 299 | 48,8 % | 5 316 992 | 47,9 % |
| Autres devises | 4 065 346 | 32,1 % | 4 046 814 | 40,0 % | 6 480 969 | 51,2 % | 5 779 498 | 52,1 % |
| TOTAL | 12 659 268 | 100,0 % | 11 096 490 | 100,0 % | 12 659 268 | 100,0 % | 11 096 490 | 100,0 % |

## Note 12 : Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle (*)

*en milliers d'EUR*

| Poste | <3 mois | >3 mois< 1 an | >1 an < 5 ans | > 5 ans | TOTAL | Venant à échéance en 2000 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 = 1 + 2 |
| ACTIF | | | | | | |
| 1 - Effet publics et valeurs assimilées | 0 | 17 294 | 86 810 | 350 175 | 454 279 | 17 294 |
| 2 - Créances sur les établissement de crédit et la clientèle | 1 163 932 | 1 055 512 | 3 360 394 | 3 207 269 | 8 787 107 | 2 219 444 |
| 3 - Obligations et autres titres à revenu fixe | 755 698 | 619 285 | 826 178 | 366 630 | 2 567 791 | 1 374 983 |
| TOTAL AU 31.12.99 | 1 919 630 | 1 692 091 | 4 273 382 | 3 924 074 | 11 809 177 | 3 611 721 |
| TOTAL AU 31.12.98 | 2 749 488 | 575 771 | 4 557 175 | 2 698 793 | 10 581 227 | 3 325 259 |
| PASSIF | | | | | | |
| 1 - Dettes envers les établissements de crédit | 19 662 | | | | 19 662 | 19 662 |
| 2 - Dettes envers la clientèle | | 4.000 | | 58 406 | 62 406 | 4 000 |
| 3 - Dettes représentées par un titre | | | | | | |
| Titres de créances négociables (ECP) | 515 275 | 29 000 | | | 544 275 | 544 275 |
| Emprunts obligataires | 362 289 | 3 474 553 | 2 592 882 | 3 589 642 | 10 019 366 | 3 836 842 |
| Emprunts perpétuels | | | | 126 811 | 126 811 | |
| TOTAL AU 31.12.99 | 897 226 | 3 507 553 | 2 592 882 | 3 774 859 | 10 772 520 | 4 404 779 |
| TOTAL AU 31.12.98 | 534 614 | 1 359 955 | 4 856 665 | 2 691 420 | 9 442 654 | 1 894 569 |

*(*) Hors compte à vue, créances et dettes rattachées, échéances impayées, amortissements de surcote/décote et provisions.*

## Note 13 : Engagements sur instruments financiers à terme

*en milliers d'EUR*

| (HORS BILAN, POSTES 4 et 5 ) | 31.12.99 Montants notionnels | 31.12.98 Montants notionnels |
|---|---|---|
| Opérations effectuées sur marchés organisés et assimilés d'instruments de taux d'intérêt | | |
| Autres opérations fermes | - | - |
| Opérations effectuées de gré à gré sur instruments de taux d'intérêt | | |
| Opérations fermes de couverture<br>Dont contrats d'échange de taux d'intérêt | 7 207 307 | 5 901 047 |
| Opérations optionnelles de couverture | 242 629 | 242 629 |
| Autres opérations fermes<br>Dont contrats d'échange de taux d'intérêt | - | - |
| Autres opérations optionnelles | 0 | 51 129 |
| Opérations effectuées sur marchés organisés et assimilés d'instruments de cours de change | - | - |
| Opérations effectuées de gré à gré sur instruments de cours de change | | |
| Opérations fermes de couverture | 4 722 934 | 5 362 169 |
| Opérations optionnelles de couverture | - | - |

## Note 14 : Résultat

### Note 14.1 : Intérêts et produits assimilés, par nature

*en milliers d'EUR*

| (COMPTE DE RÉSULTAT, POSTE 1) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| Intérêts sur créances à vue | 37 | 68 |
| Intérêts sur créances à terme (dépôts) | 35 182 | 51 421 |
| Intérêts sur prêts | 192 811 | 167 292 |
| Intérêts sur instruments à terme de couverture | 19 327 | 14 653 |
| Total Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 247 357 | 233 434 |
| Intérêts sur prêts | 233 202 | 237 707 |
| Intérêts sur instruments à terme de couverture | 40 134 | 38 100 |
| Total Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 273 336 | 275 807 |
| Produits sur titres de placement | 94 270 | 82 552 |
| Produits sur titres d'investissement | 77 886 | 75 226 |
| Intérêts sur instruments à terme de couverture | 39 878 | 25 704 |
| Total Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe | 212 034 | 183 482 |
| Amortissements des primes d'émission et de remboursement | 11 057 | 6 892 |
| Autres intérêts et produits assimilés (*) | 575 370 | 488 246 |
| Total Autres intérêts et produits assimilés | 586 427 | 495 138 |
| TOTAL | 1 319 154 | 1 187 861 |

*(*) Ce poste comprend notamment les intérêts sur instruments à terme de macro-couverture et de couverture sur dettes représentées ou non par un titre.*

## Note 14.2 : Intérêts sur prêts, par pays (*)

*en milliers d'EUR*

| (COMPTE DE RÉSULTAT, POSTE 1) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| Turquie | 138 701 | 142 333 |
| Allemagne | 68 956 | 57 733 |
| Italie | 61 497 | 71 895 |
| Grèce | 56 550 | 52 694 |
| Espagne | 46 303 | 38 348 |
| Chypre | 24 643 | 25 077 |
| France | 13 569 | 7 807 |
| Finlande | 3 866 | 1 809 |
| Malte | 3 280 | 2 856 |
| Belgique | 3 163 | 587 |
| Portugal | 580 | 880 |
| Croatie | 475 | |
| Pologne | 424 | |
| Islande | 406 | 353 |
| Bosnie et Herzégovine | 357 | |
| Saint-Marin | 233 | 210 |
| Hongrie | 228 | |
| Lituanie | 227 | 143 |
| Rép. FédéraleYougoslave | 167 | 726 |
| Bulgarie | 158 | 40 |
| Roumanie | 106 | 6 |
| Slovénie | 94 | |
| "L' Ex-République Yougoslave de Macédoine" | 37 | |
| TOTAL | 424 020 | 403 497 |

*(*) Hors intérêts sur instruments de couverture et pénalités sur remboursements anticipés.*

## Note 14.3 : Intérêts et charges assimilées, par nature

*en milliers d'EUR*

| (COMPTE DE RÉSULTAT, POSTE 2) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| Intérêts sur dettes à vue | 59 | 42 |
| Intérêts sur dettes à terme | 1 750 | 389 |
| Intérêts sur instruments à terme de couverture | 25 883 | 16 832 |
| Total Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | 27 692 | 17 263 |
| Intérêts sur dettes à vue | 1 015 | 1 267 |
| Intérêts sur dettes à terme | 549 | - |
| Intérêts sur instruments à terme de couverture | 66 392 | 53 453 |
| Total Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | 67 956 | 54 720 |
| Intérêts et charges assimilées sur titres de créances négociables | 12 267 | 8 061 |
| Intérêts et charges assimilées sur emprunts obligataires et perpétuels | 722 781 | 633 723 |
| Intérêts sur instruments à terme de couverture | 297 001 | 294 505 |
| Total Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe | 1 032 049 | 936 289 |
| Autres intérêts et charges assimilées (*) | 85 600 | 84 359 |
| TOTAL | 1 213 297 | 1 092 631 |

*(*) Ce poste comprend notamment les intérêts sur instruments à terme de macro-couverture et de couverture du portefeuille titres.*

## Note 14.4 : Résultat provenant des opérations financières, par nature

*en milliers d'EUR*

| (COMPTE DE RESULTAT, POSTE 6) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| - Titres de transaction | 0 | 0 |
| - Instruments financiers à terme | 0 | 0 |
| Sous-total | 0 | 0 |
| - Change (conversion ) | 768 | (215) |
| - Titres de placement | 50 | (6) |
| TOTAL | 818 | (221) |

## Note 15 : Frais généraux administratifs

*en milliers d'EUR*

| (COMPTE DE RESULTAT, POSTE 8) | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| Salaires et traitements | 8 100 | 7 563 |
| Charges sociales (*) | 740 | 1 103 |
| Coût de pensions | 975 | 977 |
| Autres frais administratifs | 5 185 | 4 710 |
| TOTAL | 15 000 | 14 353 |

*(*) Un régime d'assurance privé-maladie est entré en vigueur au 1er mars 1999, allégeant les charges sociales.*

## Personnel

L'effectif du personnel de la Banque est de 108 agents permanents au 31.12.99 (107 au 31.12.98), qui se répartit selon les catégories suivantes :

| | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|
| Hors Cadres (*) | 3 | 3 |
| Cadres (catégorie A) | 46 | 43 |
| Non Cadres (catégories B et C) | 59 | 61 |
| TOTAL | 108 | 107 |

*(*) Gouverneur et Vice-Gouverneurs, élus.*

# Note 16 : Compte Fiduciaire Sélectif (CFS)

## Note 16.1 : Etats financiers

*en milliers d'EUR*

| BILAN | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| ACTIF | 31.12.99 | 31.12.98 | PASSIF | 31.12.99 | 31.12.98 |
| Dépôt auprès de la CEB | 32 971 | 31 557 | Contribution reçue de la CEB (1) | 35 020 | 30 020 |
| Portefeuille Titres | 2 856 | 1 005 | Autres contributions reçues (2) | 107 | 58 |
| Comptes de régularisation | 0 | 122 | Comptes de régularisation | 536 | 46 |
| | | | Report des résultats antérieurs | 2 560 | 1 403 |
| | | | Résultat de l'exercice | (2 396) | 1 157 |
| TOTAL | 35 827 | 32 684 | | 35 827 | 32 684 |

*(1) Selon la Résolution 1385 (1996) du Conseil d'administration.*

*(2) En 1999, les pays dont la liste suit, ont contribué volontairement à l'adhésion de l'Albanie au capital de notre banque : le Liechtenstein (18 KEUR), la République Tchèque (13 KEUR), la Slovaquie (10 KEUR) ainsi que l'Estonie (8 KEUR).*

*en milliers d'EUR*

| COMPTE DE RESULTAT | | |
|---|---|---|
| | 31.12.99 | 31.12.98 |
| PRODUITS | | |
| Rémunération perçue de la CEB (1) | 1 015 | 1 266 |
| Portefeuille Titres | 88 | 42 |
| CHARGES | | |
| Bonifications versées à la CEB | (402) | (151) |
| Adhésion de l'Albanie au capital de la CEB | (1 861) | |
| Donations (2) | (1 236) | |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | (2 396) | 1 157 |

*(1) Rémunération calculée selon la Résolution 1380 (1995).*

*(2) Voir tableau ci-dessous.*

*en milliers d'EUR*

| DONATIONS APPROUVEES | | | |
|---|---|---|---|
| | Engagement | Versé en 1999 | Reste à verser |
| Aide aux réfugiés du Kosovo | 2 000 | 936 | 1 064 |
| Cohésion sociale CE (1) | 1 500 | - | 1 500 |
| Protection de l'enfance en Roumanie | 1 000 | 300 | 700 |
| TOTAL | 4 500 | 1 236 | 3 264 |

*(1) Subvention exceptionnelle destinée au financement d'études, au sein du Conseil de l'Europe, pour des projets liés à la cohésion sociale au sein du Conseil de l'Europe.*

## Note 16.2 : Compte Fiduciaire Sélectif (CFS), engagements de financement

### Décomposition des engagements de financement et de l'encours de prêts dans le cadre du CFS

*en milliers d'EUR*

| | 31.12.99 | | | 31.12.98 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Pays | Engagement de financement (Hors Bilan Poste 1) | Encours (Actif, postes 2 et 3) | % | Engagement de financement (Hors Bilan Poste 1) | Encours (Actif, Postes 2 et 3) | % |
| Pologne | 53 946 | 38 168 | 44,47 | | | |
| Croatie | 16 980 | 15 051 | 17,54 | 32 937 | | |
| Roumanie | 19 500 | 10 675 | 12,44 | 10 000 | 188 | 3,39 |
| Hongrie | 30 000 | 10 000 | 11,65 | | | |
| Bosnie et Herzégovine | | 4 977 | 5,80 | 2 571 | 1 714 | 30,94 |
| Lituanie | 8 960 | 3 484 | 4,06 | 7 714 | 3 000 | 54,14 |
| Slovénie | 2 057 | 2 831 | 3,30 | | | |
| Allemagne | 3 717 | 639 | 0,74 | 1 917 | 639 | 11,53 |
| TOTAL | 135 160 | 85 825 | 100,00 | 55 139 | 5 541 | 100,00 |

## Note 17 : Provision pour risques et charges / Fonds de Pensions

### Engagements de retraite

Les engagements relatifs aux prestations de retraite ont été évalués le 31/12/1999 par un actuaire indépendant selon la méthode "projected unit credit" conformément au principe décrit à la Note 2.8

Le calcul repose notamment sur les hypothèses suivantes :

- un taux d'actualisation de 5,5 %
- un taux annuel d'inflation de 1,5 %
- un âge moyen de départ à la retraite de 62 ans

### Provision au 31-12-99(*)

*en milliers d'EUR*

| | | |
|---|---|---|
| Actif net du FAP au 31.12.98 | | 21 754 |
| Produits | | 2 431 |
| Cotisations patronales | 1 059 | |
| Cotisations des agents | 497 | |
| Intérêts reçus | 875 | |
| Charges | | -691 |
| Pensions versées | -520 | |
| Allocations de départ | -113 | |
| Autres | -58 | |
| PROVISION AU 31.12.99 | | 23 494 |

*(*) Voir la note 2.12 pour le changement de présentation.*

# Rapport de l'audit externe

ARTHUR ANDERSEN

[redacted]

A l'attention du Conseil d'Administration et du Conseil de Direction

Dans le cadre du mandat qui nous a été confié par le Conseil de Direction, nous avons procédé à l'audit des comptes annuels, annexés au présent rapport, de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) pour l'exercice clos le 31 décembre 1999. En tant qu'auditeur indépendant, notre mission consiste à exprimer une opinion sur ces comptes, établis sous la responsabilité du Gouverneur.

Nos diligences ont été effectuées selon les normes d'audit internationales de l'IFAC, et nous considérons qu'elles constituent une base raisonnable pour formuler notre opinion. Ces normes prévoient que notre audit soit organisé et effectué de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, par sondages, de la justification des montants et informations contenus dans les comptes annuels et des informations données en annexe. Un audit consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables utilisés, les estimations faites par le Gouverneur, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Nous certifions que les états financiers joints à ce rapport donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe au 31 décembre 1999, ainsi que du résultat de ses opérations et des variations de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en conformité avec les principes comptables généralement admis au plan international (IASC), après prise en compte des directives européennes autorisant la constitution d'un FRBG.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention du lecteur sur la note (2.12) des états financiers relative au changement de présentation des engagements de retraites, ces changements de présentation n'ayant affecté ni la situation nette, ni le résultat de la CEB.

Neuilly-sur-Seine, le 22 mars 2000

Barbier Frinault & Autres
Arthur Andersen
Philippe Peuch-Lestrade

[redacted]

# Extrait du rapport du Comité de surveillance sur le bilan et le compte de résultat, ainsi que sur les annexes aux Etats financiers pour 1999

Conformément à son mandat, tel qu'il est défini à l'Article XII du Statut de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe, le Comité de surveillance a été convoqué suite à la décision que le Conseil de direction, ayant entendu le Conseil d'administration, a adoptée lors de sa 160e réunion (17 décembre 1999). Le Comité de surveillance s'est réuni à Paris du 13 au 16 mars 2000 pour examiner le bilan et le compte de résultat de la Banque et les annexes aux Etats financiers pour l'exercice s'achevant le 31 décembre 1999 ;

Sur la base de la Résolution 311 (1997) du Conseil de direction et des conclusions adoptées par le Comité de surveillance les années précédentes, l'auditeur externe, ARTHUR ANDERSEN (Paris), a présenté son exposé et décrit en détail, là où cela était nécessaire, le déroulement de l'audit ;

Le Comité de surveillance a procédé à son audit de la Banque pour l'année 1999 de la façon suivante :
- en consultant le Gouverneur, les Vice-Gouverneurs et certains des principaux agents de la Banque ;
- en examinant le compte de résultat de la Banque pour l'année 1999 et le bilan au 31 décembre 1999 (y compris les Notes annexes aux Etats financiers), qui ont été présentés par le Service de la Comptabilité de la Banque et par les auditeurs externes ;
- en consultant le Département de l'Audit Interne ;
- en consultant les auditeurs externes de la Banque et en examinant leur rapport préliminaire (y compris la revue du système d'information), les Etats financiers au 31 décembre 1999 et leur rapport long pour l'année 1999 ;
- en obtenant tous les documents pertinents et les informations qu'il jugeait nécessaires ;
- en se procurant toutes les informations et explications utiles, données volontiers par le Gouverneur, les agents compétents et les auditeurs externes, qui avaient conclu leur audit conformément aux normes d'audit internationales.

## Le Comité de Surveillance

Certifie, sur la base de la documentation mise à sa disposition et dans toute la mesure où il a pu s'en assurer, que le bilan et le compte de résultat de la Banque (y inclus les Notes annexes aux Etats financiers) concordent avec les écritures et autres pièces comptables et reflètent fidèlement et honnêtement l'état des opérations de la Banque au 31 décembre 1999, le résultat de ses opérations et son "cash flow" pour l'année écoulée, en conformité avec les principes comptables admis au plan international (IASC) et les directives européennes concernant le Fonds pour Risques Bancaires Généraux.

Paris, 16 mars 2000
P. A. ENGESETH
M. JUNG
E. SCICLUNA

# Bilan au 31.12.1999 après affectation du résultat

*en milliers d'EUR*

## ACTIF

| Poste | | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|---|
| 1 | Caisse, avoirs auprès des banques centrales | 120 | 43 |
| 2 | Créances sur les établissements de crédit | | |
| | (a) à vue | 2 987 | 2 239 |
| | (b) à terme | | |
| | - dépôts (notes 3.1 et 12) | 1 052 065 | 1 560 198 |
| | - prêts (a) (notes 3.1 et 12) | 4 223 153 | 3 152 712 |
| 3 | Créances sur la clientèle | | |
| | - prêts (b) (notes 3.1 et 12) | 3 618 026 | 3 333 784 |
| | *Total prêts (a+b)* (notes 3.3 à 3.6) | *7 841 179* | *6 486 496* |
| 4 | Effets publics et valeurs assimilées (notes 4.1 et 12) | 473 600 | 445 806 |
| 5 | Obligations et autres titres à revenu fixe (notes 4.2 et 12) | 2 624 120 | 2 236 727 |
| 6 | Actions et autres titres à revenu variable (notes 4.3 et 12) | 755 | 687 |
| | *Total portefeuille titres* | *3 098 475* | *2 683 220* |
| 7 | Actifs incorporels (note 5) | 1 365 | 1 423 |
| 8 | Actifs corporels (note 5) | 11 980 | 9 213 |
| 9 | Capital souscrit, appelé, non versé et réserves à recevoir des pays membres (note 6) | 7 244 | 9 155 |
| 10 | Autres actifs (note 8) | 4 398 | 4 306 |
| 11 | Comptes de régularisation (note 8) | 639 455 | 340 197 |
| | TOTAL DE L'ACTIF (note 11) | 12 659 268 | 11 096 490 |

## PASSIF

| Poste | | 31.12.99 | 31.12.98 |
|---|---|---|---|
| 1 | Dettes envers les établissements de crédit | | |
| | (a) à vue | 162 | 83 |
| | (b) à terme (notes 9.1 et 12) | 19 504 | 6 862 |
| 2 | Dettes envers clientèle à terme (notes 9.1 et 12) | 63 428 | - |
| 3 | Dettes représentées par un titre (notes 9.2 et 12 | 11 050 401 | 9 728 981 |
| 4 | Autres passifs (note 9.3) | 61 961 | 6 267 |
| 5 | Comptes de régularisation (note 10) | 256 930 | 262 485 |
| 6 | Dépôts du Compte Fiduciaire Sélectif (notes 2.10 et 16) | 32 971 | 31 557 |
| 7 | Provisions pour risques et charges | | |
| | Fonds de pensions (notes 2.8 et 17) | 23 494 | - |
| 8 | Fonds pour Risques Bancaires Généraux (F.R.B.G.)/Fonds de ducroire (note 2.7) | 150 000 | 150 000 |
| 9 | Capital (note 6) | | |
| | a) Souscrit (versé 154 900) | 1 400 693 | 1 386 086 |
| | b) Non appelé | (1 241 018) | (1 228 024) |
| | | *159 675* | *158 062* |
| 10 | Réserve générale (note 7) | 830 742 | 670 805 |
| | TOTAL DU PASSIF (note 11) | 12 659 268 | 11 096 490 |

## HORS BILAN

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Engagements donnés | | |
| I | Engagements de financement sur projets approuvés (notes 3.5 à 3.7) | 3 606 729 | 3 838 896 |
| II | Engagements de garanties | | |
| | a) Garanties au titre de prêts accordés par des tiers | 11 126 | 10 540 |
| | b) Garanties données en assignation d'IRS | 645 704 | 611 364 |
| | Engagements reçus | | |
| III | Engagements de garanties | 11 222 | 10 636 |
| | Opérations sur instruments financiers à terme (notes 2.9 et 13) | | |
| IV | Instruments de taux d'intérêt | 7 449 936 | 6 194 805 |
| V | Instruments de devise | 4 722 934 | 5 362 169 |

*Les notes annexes font partie intégrante des Etats financiers.*

## Extrait du procès-verbal de la 206e réunion du Conseil d'administration de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe

Résolution 1442 (2000) CA/PV 206 (2000)

Paris, le 31 mars 2000

Le Conseil d'administration,

- Vu l'article IX, section 3, paragraphe 2 du Statut de la Banque,

- Vu l'article XI, section 2, du Statut de la Banque,

- Vu le bilan, le compte de résultat et les Notes annexes aux Etats financiers au 31 décembre 1999,

- Ayant pris acte du rapport de l'audit externe au 10 mars 2000,

- Ayant pris acte du rapport du Comité de surveillance au 16 mars 2000,

- Ayant pris acte de la Note du Gouverneur du 7 mars 2000,

1. recommande au Conseil de direction d'approuver le bilan, le compte de résultat et les Notes annexes aux Etats financiers au 31 décembre 1999,

2. donne quitus au Gouverneur de sa gestion financière pour l'exercice 1999,

3. affecte le bénéfice net de l'exercice 1999 (+EUR 91 408 173) comme suit :

   - EUR 10 000 000 au Compte Fiduciaire Sélectif
   - EUR 81 408 173 à la Réserve Générale

4. recommande au Conseil de direction d'approuver le point 3 ci-dessus.

## Extrait du procès-verbal de la 161e réunion du Conseil de direction de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe

Résolution 324 (2000) CD/PV 161 (2000)

Paris, le 17 avril 2000

Le Conseil de direction,

- Vu l'article IX, section 3, chiffre 1, litt. e, du Statut

- Vu le bilan, le compte de résultat ainsi que les Notes annexes aux Etats financiers au 31 décembre 1999

- Vu la certification de l'auditeur externe, Arthur Andersen, au 10 mars 2000

- Vu les rapports des organes statutaires de la Banque, à savoir :
  - le rapport du Gouverneur pour l'exercice 1999
  - le rapport du Comité de surveillance au 16 mars 2000

- Vu la Résolution 1442 (2000) du Conseil d'administration

- Ayant entendu le Comité de surveillance

Décide :
- d'approuver le rapport annuel, les comptes et le bilan général de la Banque pour 1999
- de donner quitus au Conseil d'administration pour l'année 1999, et
- d'entériner le paragraphe 3 de la Résolution 1442 (2000) du Conseil d'administration du 31 mars 2000 par lequel le Conseil d'administration a affecté le bénéfice net de 1999 de EUR + 91 408 173 comme suit :
- EUR 10 000 000 au Compte Fiduciaire Sélectif
- EUR 81 408 173 à la Réserve Générale.

# Notes au lecteur



1. Dénomination : La Banque a été créée en 1956 sous le nom de “Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe pour les réfugiés nationaux et les excédents de population en Europe”. La dénomination simplifiée de “Fonds de Développement Social du Conseil de l'Europe”, utilisée depuis 1989, a été officialisée par l'entrée en vigueur du nouveau Statut, le 18 mars 1997. Depuis le 1er novembre 1999, la nouvelle dénomination est “Banque de Développement du Conseil de l'Europe” et l'acronyme CEB.

2. Etats membres : Au 31 décembre 1999, la Banque comptait 35 Etats membres : Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, “L'Ex-République Yougoslave de Macédoine”, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldova, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Saint-Siège, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie. Un contrat d'association a lié l'ex-Yougoslavie à la Banque comme membre Associé, de 1986 à 1991.

3. Statut : Le premier Statut a été adopté par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 16 avril 1956, par la Résolution (56)9. Un nouveau Statut, adopté par le Comité des Ministres le 16 juin 1993, par la Résolution (93)22, est entré en vigueur le 18 mars 1997, après ratification par tous les pays membres.

4. Projet approuvé : Projet présenté au Conseil d'administration et qui a reçu son accord pour le financement.

5. Prêt décaissé : Prêt effectivement versé au bénéficiaire.

6. Tranches de prêts : Le financement est versé en plusieurs fois, selon l'avancement des travaux, jusqu'au montant du plafond autorisé par le Conseil d'administration.

7. Programmes sectoriels multi-projets (PSM) : Programmes de prêts avec de grandes institutions financières (contrats-cadre), concernant des projets rassemblant plusieurs bénéficiaires, pour des opérations dans un ou plusieurs domaines d'activité de la Banque. Ils permettent le recours à un emprunteur central pour atteindre, à travers lui, un grand nombre de bénéficiaires individuels.

8. Engagements de financement : Montant total des contrats-cadre signés, et des projets individuels (hors contrats-cadre) qui ont fait l'objet d'au moins un décaissement.

9. Compte Fiduciaire Sélectif : Compte spécial créé en 1995 pour octroyer des bonifications d'intérêts en faveur de projets relevant des objectifs prioritaires de la Banque et présentant un caractère social marqué. Il est alimenté par des prélèvements sur les résultats annuels de la Banque, décidés par le Conseil d'administration, par des contributions volontaires des Etats membres de la Banque ou du Conseil de l'Europe, ou par des versements d'organismes tiers.

10. Encours : Montant des prêts décaissés et non encore remboursés.

11. Capital souscrit : Titres de participation émis par la Banque, auxquels les membres ont souscrit.

12. Capital appelé : Total du capital versé et du capital à verser.

13. Capital non appelé : Différence entre le capital souscrit et le capital appelé.

14. Unité de compte : Depuis le 1er janvier 1999, l'unité de compte de la Banque est l'euro. Auparavant, depuis le 1er janvier 1989, l'unité de compte était l'écu, qui avait remplacé le dollar des Etats-Unis. Dans les Etats financiers, les montants antérieurs à l'exercice 1989, qui étaient exprimés en dollars, ont été convertis au cours de change en ECU du 31 décembre 1988.

15. Traduction : Le Rapport du Gouverneur est également disponible en anglais (ISSN 1563-2601) et en allemand (ISSN 1563-261X).

*Photos : Couverture, en haut, à gauche, Eyewire ; à droite AFP. Vignettes page 31 Getty One Stone, page 39 Stock Image ; autres photos photothèque CEB.*